

HORIZON 2014

L'avenir que le peuple catalan veut choisir

CATALOGNE ESPAGNE

300 ans d'une entente impossible

GUERRE DE SUCCESSION

1714 : Le conflit qui mit fin à la liberté catalane

NATION MILLÉNAIRE

Les contributions du peuple catalan à travers l'histoire



CATALONIA CALLING

CE QUE LE MONDE DOIT
SAVOIR

SÀPIENS



**CATALONIA
CALLING**
CE QUE LE MONDE DOIT
SAVOIR

SÀPIENS

UNE NATION APPELÉE CATALOGNE

Depuis la naissance de la nation jusqu'au 11 septembre dernier, Fête nationale de la Catalogne, pendant laquelle 1,6 million de personnes ont participé à une chaîne humaine pour la liberté, plus de mille ans se sont écoulés. Au cours de cette période, la Catalogne a été pleinement souveraine pendant 700 ans et, durant les 300 dernières années, elle a fait partie d'un État, l'Espagne, qui a très souvent tenté d'anéantir son identité culturelle et nationale.



... ET UNE CAPITALE APPELÉE BARCELONE

Barcelone est une des villes européennes leaders en matière de technologie, d'attractivité pour les affaires et en termes de qualité de vie, d'après les rapports de grands cabinets de conseil européens et américains.

LA CATALOGNE EN 10 DONNÉES

- 1 Situation géographique:** nord-est de la péninsule ibérique
- 2 Capitale:** Barcelone
- 3 Population:** 7 565 603 habitants (2012)
- 4 Superficie:** 32 107 km²
- 5 PIB:** 197 919 millions d'euros (2012)
- 6 PIB par habitant:** 27 053 euros
- 7 Taux d'immigration:** 15,7 % (2011)
- 8 Gouvernement:** Generalitat de Catalogne
- 9 Langues officielles:** catalan et espagnol (et occitan dans le Val d'Aran)
- 10 Espérance de vie:** 81 ans

A la fin du X^e siècle, le comte Borrell, descendant du fondateur de la Maison de Barcelone Guifred le Velu, réussit à ce que quelques comtés de l'Empire carolingien situés au nord-est de la péninsule ibérique rompent avec le pouvoir des rois francs et suivent leur propre voie. S'il est impossible de déterminer la date de naissance d'une communauté nationale, les chercheurs considèrent toutefois que c'est à ce moment que s'accélère la longue marche vers l'indépendance. C'est alors que, dans ces temps troublés de luttes frontalières avec les Sarrasins, commence à prendre forme un territoire situé entre les Pyrénées et la mer, avec pour capitale l'ancienne cité romaine de Barcino (Barcelone), qui finira par devenir une nation appelée *Catalogne*.

LES PREMIÈRES NATIONS UNIES

« Je suis catalan. La Catalogne a été la plus grande nation au monde. Et je vais vous dire pourquoi. La Catalogne a eu le premier parlement bien avant l'Angleterre. C'est dans mon pays que sont nées les premières Nations unies ». Ainsi s'exprimait le violoncelliste Pau Casals dans son discours de remerciement pour la médaille de la paix que l'on venait de lui octroyer pour son travail humanitaire. C'était le 24 octobre 1971 et le célèbre musicien parlait devant l'Assemblée générale de l'ONU à New York.

Casals, qui avait passé des décennies en exil à cause du fascisme et avait toujours défendu la paix et la liberté, ne laissa pas passer cette occasion de dire au monde ce qu'était la Catalogne. Pour ce faire, il remonte au XI^e siècle, lorsque, à Toulouges (« en France aujourd'hui, mais en Catalogne à l'époque » selon ses mots), le clergé, la noblesse et le peuple se réunissent pour parler de paix, ou plus exactement de la façon de limiter la violence féodale. Cette assemblée de paix et trêve était une première en Europe dans le domaine juridique et politique. Et si cette institution n'était pas encore un parlement, elle reflétait déjà l'esprit du futur Parlement de Catalogne, qui naîtrait en 1283, douze ans avant le Parlement anglais.



« JE SUIS CATALAN. LA CATALOGNE A ÉTÉ LA PLUS GRANDE NATION AU MONDE. ET JE VAIS VOUS DIRE POURQUOI. LA CATALOGNE A EU LE PREMIER PARLEMENT DÉMOCRATIQUE BIEN AVANT L'ANGLETERRE. C'EST DANS MON PAYS QUE SONT NÉES LES PREMIÈRES NATIONS UNIES ».

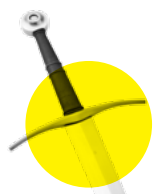
Pau Casals

Siège de l'ONU à New York. 1971



Catalogne et Aragon: Mariage entre le comte de Barcelone, Raimond Béranger IV, et Pétronille, fille du roi d'Aragon, embryon de la future confédération catalano-aragonaise.

897



Le mythe du conquérant: Le roi Jacques I^{er} entre victorieux à Majorque. Neuf ans plus tard, il conquiert Valence.

1213



La Sicile, catalane: Pierre III le Grand arrive à Palerme et intègre l'île à la Couronne catalano-aragonaise.

1282

Le grand narrateur médiéval: Raymond Lulle publie en catalan *Le Livre des merveilles*, contenant tout le savoir de son temps.

1289



Le compromis de Caspe: La mort sans descendance du roi Martin l'Humain déclenche une crise successorale qui aboutit au couronnement du castillan Ferdinand I^{er}.

1359



Les Rois catholiques: Mariage de Ferdinand, roi de Catalogne et d'Aragon, et Isabelle, reine de Castille. Les deux royaumes se confédèrent.

1412



Joanot Martorell: Publication à Valence de *Tirant le Blanc*, un des chefs-d'œuvre de la littérature chevaleresque.

1490



La fin du rêve occitan: Pierre II le Catholique meurt à la bataille de Muret, ce qui met fin au projet de création d'un État des deux côtés des Pyrénées.

1137



1229

Le fondateur de la Catalogne: Le « père de la nation », Guifred le Velu, meurt dans un combat contre les Sarrasins.



FONDATEUR D'UN NOUVEAU PAYS

Guifred le Velu est un de ces personnages célèbres à double titre, dans l'Histoire et dans la légende. D'un point de vue historique, Guifred est le comte qui parvint à structurer le territoire entre les Pyrénées et la mer, avec Barcelone pour capitale. Mais c'est aussi le personnage d'une légende : Guifred ayant été blessé lors d'une bataille, le roi des Francs aurait plongé quatre doigts dans sa plaie et aurait tracé des barres sur le bouclier doré du comte. C'est l'origine, selon la légende, du drapeau catalan sang-et-or.



« MALGRÉ LEUR VALEUR ET LEUR AMOUR EXTRÊME POUR LA LIBERTÉ, [LES CATALANS] ONT ÉTÉ SUBJUGUÉS DANS TOUS LES TEMPS. » Voltaire, 1751

Le cadre institutionnel catalan était caractérisé jusqu'à la défaite de 1714 par le « pactisme », c'est-à-dire par le partage de la souveraineté entre le roi et les représentants du Parlement. Contrairement à ce qui était la norme en Castille, ce partage limitait le pouvoir des monarques, car les décisions les plus importantes devaient être prises d'un commun accord. Ce mode de gouvernement, reproduit dans tous les territoires de la Confédération catalano-aragonaise, a laissé une empreinte profonde sur l'évolution de la Catalogne. Une Catalogne, cœur et moteur de la Couronne, qui était marquée à l'époque médiévale par ses relations commerciales avec toute la Méditerranée.

UNE ATTITUDE ECONOMIQUE MODERNE

« C'est une belle petite ville, située sur la côte. Les marchands y affluent de partout avec leurs produits : de Grèce, de Pise, de Gênes, de Sicile, d'Alexandrie en Égypte, de Palestine, d'Afrique et de toutes les côtes » écrivait au XII^e siècle le voyageur juif Benjamin de Tudèle lors de son passage à Barcelone. Cette perception résume l'attitude économique moderne du peuple catalan depuis sa naissance, tant en son sein (ce qu'on appellerait aujourd'hui le cosmopolitisme) que dans ses relations avec l'extérieur (la mondialisation).

Quand Benjamin de Tudèle arrive à Barcelone, les Catalans, au-delà des hostilités et des rivalités, entretenaient des relations commerciales soutenues avec les Génois (le premier traité commercial date de 1127), mais ils n'avaient pas encore écrit le Livre du Consulat de la mer, qui allait devenir la clef de voûte du droit commercial maritime des Catalans et des autres puissances de l'époque. Avec tout ce dynamisme commercial et les conquêtes militaires du roi Jacques I^{er} et de ses successeurs en Méditerranée, il n'est pas surprenant que la Catalogne ait été la première puissance maritime occidentale au XIII^e siècle et qu'elle ait dis-

posé de l'une des meilleures infanteries au monde, et parmi les plus redoutées, les Almogavres, qui conquièrent des territoires par le glaive et le feu dans les lointaines régions de Grèce et de Turquie.

L'ESPRIT CULTUREL DE LA CATALOGNE

Mais outre sa participation à l'établissement de normes juridiques fondamentales en Europe et à la réglementation des relations maritimes en Méditerranée, les principales contributions de la Catalogne ont toujours été culturelles. Ceci est dû en particulier à sa position géographique, ouverte à la fois sur l'Europe et sur les pays méditerranéens, lui permettant d'être perméable aux influences de tous les mouvements artistiques (de l'art roman et gothique à l'Art nouveau) et de tous les courants de pensée.

Comme dans tous les pays européens, la culture était concentrée durant une grande partie du Moyen-Âge dans les monastères. En Catalogne, l'un des monastères les plus importants était celui de la ville de Ripoll, qui disposait de l'une des premières bibliothèques connues au Moyen-Âge. C'est dans ce monastère que le futur pape Sylvestre II passa plusieurs années à la fin du X^e siècle pour préparer son grand ouvrage sur les mathématiques.

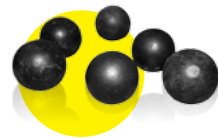
Deux autres centres culturels d'influence catalane à l'époque étaient la ville de Toulouse, berceau des troubadours, et l'Université de Montpellier. C'est de ce centre du savoir que sortirent Arnaud de Villeneuve et Raymond Lulle. Le premier fut l'un des médecins les plus importants du Moyen-Âge et contribua à jeter les bases de la chimie moderne ; le second développa une œuvre philosophique et scientifique très influente en Europe en langue vernaculaire (remplaçant le latin habituel à l'époque). De fait, si la littérature catalane a été l'un des piliers fondateurs de la culture européenne, c'est principalement grâce à ce grand écrivain.



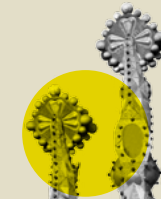
La guerre des faucheurs : Début du conflit opposant la Catalogne à la monarchie espagnole jusqu'en 1659.



La Catalogne soutient Charles d'Autriche : Suite au pacte de Gênes avec les Anglais, les Catalans entrent dans la guerre de Succession d'Espagne.



L'invention du sous-marin : 'Ictineo I', le sous-marin inventé par Narcís Monturiol, fait la première immersion dans le port de Barcelone.



Le Dr. Clua et le choléra : Le célèbre bactériologue catalan Ferran Clua découvre le vaccin contre le choléra.



1492

1640

1659

1705

1714

1778

1859

1882

1885

1886

Habemus papam : Le valencien Roderic de Borja est élu pape sous le nom d'Alexandre VI. C'est le deuxième pape catalanophone de l'Histoire.



Démembrement de la Catalogne : Le traité des Pyrénées entre la France et l'Espagne provoque la mutilation de la Catalogne, qui perd le Comté du Roussillon et une partie de la Cerdagne.



La fin de l'État catalan : Après 14 mois de bombardements ininterrompus, Barcelone capitule face aux troupes franco-espagnoles.

En route vers les Amériques : Grâce à la libéralisation du commerce avec l'Amérique, les exportations catalanes (principalement d'eau-de-vie et de tissus) ne cessent de croître.



La Sagrada Família : Pose de la première pierre du temple expiatoire d'Antoni Gaudí, le plus illustre représentant du modernisme catalan.



Canigó : Le poète Jacint Verdaguer publie un des poèmes clefs de la *Renaixença* catalane.

SPLENDEUR DE L'ART ROMAN

Le Christ pantocrator de Sant-Climent-de-Taüll est un des symboles de l'art roman catalan, un style né il y a 1000 ans dans les églises des Pyrénées. Ses chefs d'oeuvre sont désormais exposés dans le Musée national d'art de Catalogne.



DE LA SPLENDEUR À LA DÉCADENCE

À l'époque de Lulle et de Villeneuve, la Catalogne occupait une position clef en Méditerranée. Au XIV^e siècle, le drapeau sang-et-or du roi catalano-aragonais flottait non seulement sur ses territoires traditionnels (Catalogne, Baléares, Valence et Aragon), mais aussi sur ceux conquis ultérieurement (Sicile, Sardaigne, Naples et Athènes).

Mais les crises du XIV^e et XV^e siècle (mauvaises récoltes, peste noire, guerres, famines...) ralentirent la croissance de l'économie. Il convient d'ajouter à cela un autre événement capital dans l'histoire de la Catalogne : la mort sans descendance, en 1410, de Martin l'Humain, dernier roi de la Maison de Barcelone. C'est alors que la dynastie castillane des Trastamare monte sur le trône. Les institutions catalanes connurent de grands affrontements avec cette dynastie en raison de tentatives constantes de limiter leurs pouvoirs, mais ce fut aussi une époque de splendeur culturelle extraordinaire, surtout dans le royaume de Valence, avec des auteurs comme Ausiàs Marc ou Joanot Martorell (auteur de *Tirant le Blanc*).

Malgré de fortes tensions, et une guerre civile de dix ans, la Catalogne et ses institutions ne disparaissent pas avec les rois de la Maison de Trastamare. Elles ne furent pas non plus mises en danger par le mariage en 1469 de Ferdinand, roi de Catalogne et d'Aragon, avec Isabelle, reine de Castille. Si une certaine historiographie espagnole fait de cette union l'acte de naissance de l'Espagne, il est un fait que les Rois Catholiques ne fusionnent pas leurs royaumes, ceux-ci font désormais partie d'une monarchie composite organisée sur une base confédérale. En d'autres mots, l'union ne produisit pas d'intégration fiscale, juridique, monétaire, institutionnelle, culturelle ou juridique, chaque territoire conservant sa souveraineté.

Il fallut attendre plus de deux siècles pour que la nation catalane soit frappée d'un coup potentiellement mortel, avec la chute de Barcelone le 11 septembre 1714 (pour

LA VOCATION INTERNATIONALE DE LA CATALOGNE

- 1 La Catalogne a été la première région européenne à ouvrir une délégation à Bruxelles, dès 1986, année de l'adhésion de l'Espagne à l'UE.
- 2 La Catalogne a été le premier gouvernement infra-étatique à signer des accords avec l'ONU (2005).
- 3 Le Gouvernement de Catalogne dispose de plus d'une trentaine de bureaux consacrés à l'internationalisation des entreprises catalanes présentes de par le monde.
- 4 Barcelone, avec une centaine de consulats étrangers accrédités, y compris les délégations du Québec et de Flandre, occupe le troisième rang mondial, après New York et Hong Kong, des villes qui comptent le plus de consulats étrangers sans être capitales d'État.
- 5 Barcelone est le siège international de l'Union pour la Méditerranée.



Palais de la musique catalane

plus de détails, voir le dossier suivant). C'est à cette époque que les Catalans comprennent ce que signifie le droit de conquête et le fait d'être à la merci d'un monarque absolu, qui supprime leurs institutions, incompatibles avec la monarchie de droit divin.

LE DÉSIR DE LIBERTÉ

Au cours des trois cents dernières années, le désir du peuple catalan de créer et d'entreprendre, et sa vocation démocratique et internationale, ont refait surface à de nombreuses reprises. Au XVIII^e siècle, à peine quelques décennies après la grande défaite de 1714, Barcelone devient l'un des grands centres de la manufacture en Europe, ainsi que l'un des principaux lieux de production et de distribution de vins et de spiritueux au monde. Le XIX^e siècle voit l'essor de la *Renaixença*, une renaissance culturelle qui atteint son apogée avec le modernisme (l'Art nouveau catalan) au début du XX^e siècle. Modernisme littéraire. Modernisme musical. Et surtout, modernisme architectural, avec Gaudí comme figure de proue. La Catalogne, contrairement à l'Espagne, avançait à nouveau au rythme de l'Europe, comme elle l'avait fait des siècles auparavant, et se plaçait parfois en tête, avec des peintres d'avant-garde tels que Salvador Dalí, Joan Miró et Antoni Tàpies.

Pendant la Première Guerre mondiale, des centaines de volontaires catalans s'enrôlèrent dans l'armée française pour défendre les démocraties occidentales contre l'autoritarisme des vieux Empires centraux et, indirectement, pour revendiquer l'identité catalane devant la communauté internationale. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, l'espion catalan Joan Pujol Garbo contribua de manière décisive à la réussite du débarquement allié en Normandie. Et ce tout juste deux mois avant qu'un groupe de républicains catalans et espagnols ne participent à la libération de Paris. Pendant la guerre des Balkans, dans les années 1990, lors du terrible siège de la ville de Sarajevo par les troupes serbes, les premiers convois humanitaires qui y arrivèrent venaient de Barcelone.

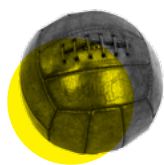
La Catalogne, à l'image de ses citoyens, n'est ni meilleure ni pire que le reste du monde. Son Histoire n'est pas un modèle de vertu sans tache. Les conquêtes, la violence, l'orgueil ou les renoncements sont présents tout au long d'une Histoire mouvementée. Mais il faut reconnaître quelque mérite à un pays qui a vécu trois cents ans sans être un État, dont la capitale, Barcelone, a souvent été bombardée, et qui au cours du siècle dernier a dû faire face à deux dictatures, dont celle de Franco qui a duré près de quatre décennies, et qui ont tenté d'anéantir l'identité culturelle et nationale des Catalans.

Il faut reconnaître à cette nation appelée Catalogne sa ténacité à survivre dans l'adversité. Une ténacité dont nous espérons, trois cents ans après la grande catastrophe, qu'elle nous conduira vers la liberté retrouvée et nous aidera à construire notre État dans l'Europe du XXI^e siècle. ▶

L'origine du Barça :
Joan Gamper, suisse établi en Catalogne fonde le club sportif le plus universel.



1899



La République catalane :
Le militaire et homme politique Francesc Macià proclame la République catalane, de courte durée.

1931



Soulèvement franquiste : Le coup d'État franquiste est déjoué en Catalogne, mais pas dans tout l'État. C'est le début d'une guerre civile qui durera près de trois ans.

1936



Companys, fusillé : Le Président de la *Generalitat* Lluís Companys est fusillé au château de Montjuïc sur ordre de Franco.

1940

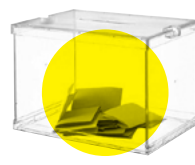
Mort de Franco : Après une longue agonie, Francisco Franco meurt dans son lit après trente-six ans de dictature.

1975



Parfum de liberté : Premières élections démocratiques et rétablissement de la *Generalitat de Catalunya*.

1977



Déclaration solennelle : Le Parlement de Catalogne ouvre la porte à une consultation démocratique pour que les Catalans puissent décider de leur avenir.

2013

DOSSIER

300 ANS CATALOGNE ESPAGNE

Les relations entre la Catalogne et l'Espagne ont très souvent été tendues par les revendications des Catalans de récupérer et de maintenir leurs institutions et leur langue et d'obtenir un traitement fiscal juste et de meilleures infrastructures. Ce désir d'autonomie a même parfois été écrasé par les bombes. Les cinq articles suivants apportent des clefs pour comprendre ces divergences.



23 OCTOBRE 1977

Ce jour-là, la foule se rassemble sur la place de Sant Jaume à Barcelone pour fêter le retour en Catalogne de Josep Tarradellas, président de la Generalitat en exil depuis 1954.



07

LA LUTTE POUR L'AUTONOMIE

La Catalogne a deux institutions principales : la Generalitat et le Parlement. Toutes deux sont nées à l'époque médiévale et ont fonctionné normalement jusqu'à leur abolition en 1716. À partir de cette date, de grands efforts furent faits pour les récupérer. Ce qui est fait, pour quelques années seulement, en 1931 puis, après une guerre civile et une longue dictature, en 1977 de façon définitive. Plus de trente ans après, ce modèle d'autonomie apparaît désormais dépassé, mais l'Espagne ne semble pas prête à accepter les mécanismes démocratiques qui permettraient de le modifier.

LA PLACE SANT JAUME

centre de la vie politique catalane, occupe le site de l'ancien forum romain et est cernée d'édifices médiévaux, tels que le Palais de la Generalitat de Catalunya

Nous sommes le 23 mai 1992. La place Sant Jaume, cœur de la vie administrative de Barcelone est pleine à craquer. Tout le monde a les yeux rivés sur le balcon du Palais de la Generalitat, le siège du gouvernement catalan, où un très jeune Pep Guardiola vient de prendre le micro : « Citoyens de Catalogne, elle est enfin là ! » La phrase de Guardiola faisait référence à la première Coupe d'Europe remportée par le F. C. Barcelone. La place vibre d'émotion. Guardiola vient de rappeler un moment clef dans l'Histoire de la Catalogne : le retour de celui qui avait exercé la présidence du gouvernement catalan en exil pendant une bonne partie des plus de quarante ans de dictature, Josep Tarradellas.

« Citoyens de Catalogne, je suis enfin là ! », avait crié Tarradellas du haut du balcon de la Generalitat en octobre 1977. Voilà quatre mois qu'on eut lieu les premières élections démocratiques en Espagne depuis février 1936. Le résultat électoral avait une fois de plus mis en évidence la spécificité de la société catalane : le parti qui avait gagné dans le reste de l'État, l'Union du Centre démocratique d'Adolfo Suarez, était arrivé en quatrième position en Catalogne, où plus de 50 % des électeurs avaient choisi la gauche, PSC (Parti socialiste de Catalogne) ou PSUC (Parti communiste de Catalogne).

Ce résultat inquiète le gouvernement à Madrid, qui craint une radicalisation catalane sous l'égide de la gauche, loin de la modération avec laquelle il entend mener le processus que l'on connaît comme la Transition, qui va de la mort de Franco (1975) à la victoire électorale du PSOE de Felipe González (1982). Dans ce contexte, le Président Adolfo Suárez décide de rétablir la Generalitat, abolie comme les autres institutions démocratiques après la victoire du général Francisco Franco au lendemain de la guerre civile espagnole (1936-1939).

LONDRES, PARIS, MEXICO : SIÈGE DU GOUVERNEMENT CATALAN EN EXIL

L'avènement du régime franquiste avait conduit à l'exil d'une bonne partie de la classe politique et des intellectuels liés au gouvernement républicain vaincu, en Catalogne comme dans le reste de l'Espagne. Les réfugiés catalans étaient certes éparpillés dans toute l'Europe et l'Amérique, mais l'idée dominait qu'il fallait rester organisés, dans l'espoir que les Alliés ne tarderaient pas à renverser le régime dictatorial du général Franco et rétabliraient la démocratie en Espagne.

Londres puis Paris furent donc le siège du Conseil national de Catalogne, un organisme de transition en contact avec le réseau des associations civiques et culturelles créé par les communautés catalanes exilées dans divers pays, de l'Argentine au Mexique, du Chili à la France. Travaillant avec très peu de moyens et beaucoup de bonne volonté, tous purent mettre en place les réseaux qui, quatre décennies durant, donnèrent une certaine cohésion à la diaspora catalane et permirent de



Generalitat de Catalogne. Place Sant Jaume. Barcelone

C'EST LA FAUTE AUX RÉGIONS !

Une des sources de tension dans la société catalane au cours des dernières années a été le transfert de la dette du gouvernement central vers les communautés autonomes, telles que la Catalogne, avec l'accusation aggravante que ces dernières seraient responsables du haut niveau des dépenses publiques en Espagne du fait des doublons administratifs qu'elles généreraient.

L'ORIGINE DE L'ÉTAT DIT « DES AUTONOMIES »

La structure territoriale basée sur 17 « communautés autonomes » trouve son origine dans la Constitution espagnole de 1978. La création de communautés autonomes était la solution imaginée lors de la Transition démocratique pour permettre l'intégration harmonieuse dans l'Espagne démocratique des « nationalités historiques », à savoir la Catalogne, le Pays basque et la Galice.

DU « CAFÉ POUR TOUS »

Cette « asymétrie » institutionnelle attisa la jalousie des autres régions, comme l'Andalousie, qui revendiquait également le statut de communauté autonome. Peu à peu, toutes les régions accédèrent au statut de communautés autonomes, un processus connu sous le nom de « café pour tous » et qui a conduit à l'émergence de communautés artificielles telles que Madrid et La Rioja, qui n'avaient jamais existé auparavant en tant qu'unités territoriales.

SELON L'HISTORIEN DE HARVARD ET BERKELEY THOMAS N. BISSON, LES CORTS CATALANES QUI DÉTENAIENT LE POUVOIR LÉGISLATIF EN CATALOGNE ENTRE LE XIII^e ET LE XVIII^e SIÈCLES SONT LE MEILLEUR EXEMPLE DE PARLEMENT MÉDIÉVAL.



Incunable du XV^e siècle représentant une session des Cortes Catalanes

JUAN CARLOS I^{er} EST LE 10^e BOURBON SUR LE TRÔNE D'ESPAGNE ARTUR MAS EST LE 129^e PRÉSIDENT DE LA GENERALITAT DE CATALOGNE.

maintenir un minimum de production culturelle en catalan. Le retour de Josep Tarradellas en Catalogne en 1977, c'était le retour du 125^e président de la Generalitat, une institution plusieurs fois centenaire. Elle avait été fondée en 1289 avec un objectif bien précis, mais pour le comprendre, il nous faut d'abord voyager dans le temps. Plus précisément en 987, lorsque Borrell, comte de Barcelone, décide de ne pas participer à une cérémonie importante à la cour du roi des Francs : le couronnement de celui qui, sur le papier, est son suzerain, Hugues Capet. C'était sa façon de protester contre le fait que la monarchie franque ne s'acquittait pas de son obligation d'aider militairement le comté de Barcelone, attaqué par les armées musulmanes du califat de Cordoue. L'audace de Borrell marquait le début de l'indépendance de la Catalogne et la naissance de la nation catalane.

UN SYSTÈME POLITIQUE FONDÉ SUR LE « PACTISME »

Pendant des siècles, la politique dans les comtés catalans sera fondée sur le « pactisme » un système dans lequel la monarchie et les trois états, la noblesse, l'église et les représentants des villes prenaient les décisions de commun accord. C'est ce pactisme qui est à l'origine de la création en Catalogne, en 1283, d'un des premiers parlements en Europe, sous le nom de *Corts generals*. La mission principale des *Corts* était d'approuver les sommes d'argent que le roi demandait pour mener à bien sa politique, en particulier dans le domaine militaire. Mais avant de consentir à ces dépenses, le Parlement mettait des conditions et passait des accords avec le roi. C'est pour veiller au respect de ces accords que naîtra la *Diputació del General* ou Generalitat de Catalogne.

En 1359, la Generalitat devient un organe permanent, mais il faut attendre le XVI^e siècle, pour qu'elle devienne la principale institution de Catalogne. Disposant du pouvoir de convoquer les représentants politiques du pays sans l'approbation du monarque, la Generalitat devient officiellement une institution

gouvernementale avec de larges pouvoirs d'exécution, de législation et de représentation.

Quand la Catalogne tombe en 1714, vaincue lors la guerre de Succession, l'institution, comme beaucoup d'autres, est abolie. C'était la première fois que cela se produisait, quoi qu'en disent certains historiens espagnols actuels. L'importance de ces institutions est bien illustrée par une phrase de Melchor Macanaz, intendant de Philippe V, qui savait fort bien ce qu'il fallait faire des lois et des institutions catalanes : « Tous leurs droits et privilèges sont abrogés et il n'y a d'autre loi, droit ou privilège que la volonté du roi ». Cette imposition était justifiée par le statut d'ennemi vaincu de la Catalogne, qui devait être absorbée par le royaume de Castille. Mais en dépit de ces projets d'homogénéisation, l'Espagne reste très hétérogène, à l'image des poids, mesure et monnaies. Ainsi, ce n'est qu'en 1870 qu'un ministre catalan du gouvernement à Madrid, Laureà Figuerola, créa une monnaie unique pour l'ensemble de l'Espagne : la peseta, un nom d'origine catalane qui signifie « piécette ».

XIX^e SIÈCLE : LA CONSTRUCTION DE LA NATION ESPAGNOLE

Qu'advint-il au cours du XIX^e siècle ? Une évolution très importante : la tentative de construction politique de la nation espagnole, basée sur l'assimilation à la Castille de tous les autres territoires, que ce soit les Asturies, la Navarre, la Galice ou la Catalogne. Le processus commence avec l'Assemblée constituante de Cadix, où est approuvée la Constitution de 1812, et il se poursuit avec la division territoriale de l'Espagne en provinces sur le modèle des départements français, la création d'un drapeau et d'un hymne national espagnol et l'introduction de conseils provinciaux, une nouvelle institution administrative locale, mais qui dans les faits servait de courroie de transmission du pouvoir central sur le terrain.

C'est toutefois sur la base des quatre conseils provinciaux du territoire catalan (Barcelone, Lleida, Girona et Tarragone) que



1359

Bérenger de Cruïlles, évêque de Gérone, premier président de la Generalitat.



1400

Alphonse de Tous convertit l'actuel Palais de la Generalitat en siège de l'institution.



1640

Pau Claris préside la Generalitat pendant la guerre des faucheurs.



1716

Le Decret de Nueva Planta abolit la Generalitat et les autres institutions.



1931

Francesc Macià fait rétablir la Generalitat et en devient président.



1940

Le Président **Lluís Companys** est fusillé. **Josep Irla** lui succède.



1977

Josep Tarradellas, revient d'exil et restaure la Generalitat.



1980

Jordi Pujol, du parti catalaniste de centre-droit CiU, devient président.



2003

Pasqual Maragall, du parti socialiste PSC, est élu Président.



2006

José Montilla, aussi du PSC, succède à Maragall en tant que Président.



2010

Artur Mas, de CiU, est l'actuel président de la Generalitat.

**ENRIC PRAT
DE LA RIBA**
L'IDÉOLOGUE

serait créé en 1914 le premier embryon de gouvernement catalan autonome depuis 1714, la *Mancomunitat*. Cette institution visait à façonner la Catalogne sur le modèle européen, en encourageant l'industrialisation, la recherche et la science, en améliorant les infrastructures, en démocratisant la culture et en mettant en œuvre d'autres politiques sociales. Le projet de la *Mancomunitat* de Catalogne et le bon fonctionnement de la Catalogne en général allaient susciter à la fois la méfiance et l'admiration dans le reste de l'État, comme en témoignent des intellectuels reconnus comme le philosophe espagnol José Ortega y Gasset.

UN PROJET DE 1900, TOUJOURS ACTUEL AU XXI^e SIÈCLE

Au regard des faibles compétences que le gouvernement de Madrid avait concédées à la *Mancomunitat*, il n'en est que plus étonnant que son héritage perdure encore aujourd'hui dans toutes sortes de domaines, du Service météorologique de Catalogne à l'Institut cartographique, en passant par la Bibliothèque de Catalogne ou la Société des chemins de fer catalans, tous héritiers d'une institution dirigée par une génération de visionnaires. Son dynamisme était à l'image de cette Catalogne qui était en train de devenir l'une des régions les plus prospères d'Europe sur le plan industriel et les plus dynamiques dans le domaine artistique et culturel. Le contraste était fort avec le pessimisme généralisé en Espagne après la défaite de son armée face à l'US Navy en 1898 et la perte des dernières colonies, parmi lesquelles Cuba et les Philippines.

Madrid digérait mal la défaite, coup de grâce à un empire qui agonisait depuis deux siècles. Les ressentiments transparaissent dans la phrase « Qu'ils inventent, eux ! » de l'intellectuel Miguel de Unamuno, qui méprisait les progrès scientifiques européens,



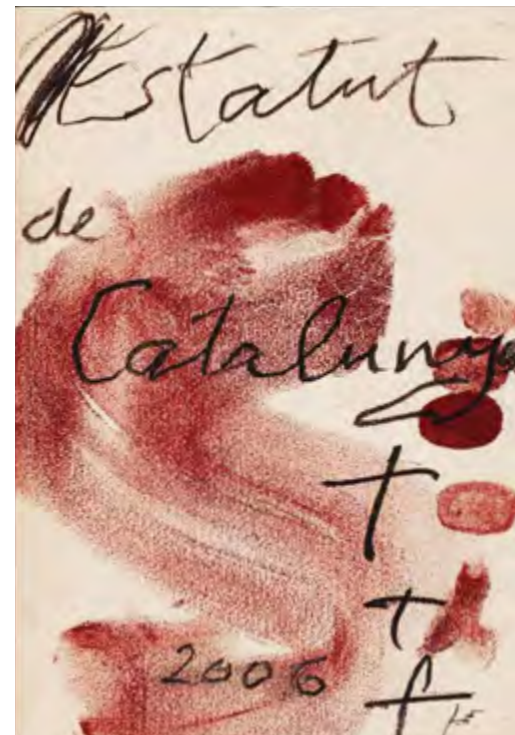
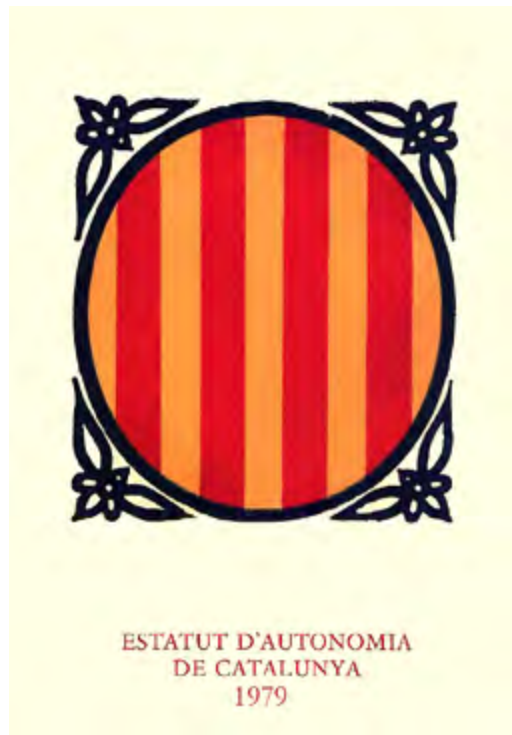
**L'ORIGINE CUBAINE DU DRAPEAU
INDÉPENDANTISTE CATALAN**

En 1908, les Catalans admiraient la détermination avec laquelle les Cubains s'étaient battus pendant des décennies pour obtenir leur indépendance de l'Espagne. C'est pourquoi un groupe de jeunes dirigés par Vicenç Albert Ballester ajouta au drapeau catalan un triangle bleu avec une étoile, inspiré du drapeau cubain. Depuis la grande manifestation indépendantiste du 11 septembre 2012, beaucoup de drapeaux dits « étoilés » restent accrochés en permanence aux balcons pour exiger la tenue d'un référendum d'autodétermination.



UN PROJET DE VISIONNAIRES

En 2014, La Catalogne commémorera aussi le centenaire de la création d'une institution catalane appelée la *Mancomunitat* qui suscita à la fois la méfiance et l'admiration dans le reste de l'État. L'objectif de ses promoteurs, notamment Enric Prat de la Riba [photo], était de créer une administration plus proche des citoyens, pour moderniser les infrastructures catalanes, encourager la recherche scientifique et faciliter l'accès des classes populaires à la culture. Certaines des réalisations sociales et culturelles de la *Mancomunitat* sont toujours actuelles. La *Mancomunitat* est considérée comme la première institution catalane après 1714.



UNE DOUZAINÉ DE RECOURS ONT RÉCEMMENT ÉTÉ INTRODITS DEVANT LES TRIBUNAUX PAR LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL CONTRE DES LOIS CATALANES.

ou dans les lamentations du poète Antonio Machado : « La Castille misérable, naguère dominatrice, drapée de ses guenilles, méprise ce qu'elle ignore. » Face à cette situation, la société catalane se rend compte qu'elle ne peut échapper à ce déclin que si elle dépend d'elle-même. Si quelques voix lucides se font entendre en Espagne, avertissant de la nécessité d'une régénération pour changer radicalement la structure de l'État, comme le capitaine général Camilo Garcia Polavieja, c'est l'immobilisme qui finira par prendre le dessus à Madrid. Les Catalans étaient frustrés de cette Espagne repliée sur elle-même et ressassant sa gloire perdue. Même les élites bourgeoises catalanes, toujours plus proches des pouvoirs en place à Madrid, étaient conscientes des dommages causés par l'impossible entente avec Madrid sur le plan politique, économique et social. C'est dans ce contexte que naît la Ligue régionaliste, le premier d'une longue série de partis politiques catalanistes qui allaient éclore au XX^e siècle.

de cette brève période de l'Histoire espagnole, interrompue par l'insurrection franquiste et la guerre civile. C'est à cette époque qu'est rédigé le premier Statut d'autonomie de la Catalogne, loi régissant la structure juridique de la Generalitat et ses compétences en matière d'éducation, d'organisation territoriale, de justice, de travaux publics, de droit civil, d'ordre public...

Il y a eu trois Statuts d'autonomie de la Catalogne : le premier fut adopté en 1931, le second lors de la Transition en 1979, et le troisième en 2006. Tous trois ont été ratifiés par les citoyens catalans par référendum et tous trois avaient vu leur portée limitée par le Parlement espagnol. Le dernier Statut, celui de 2006 dut faire face à des réactions de colère et de rejet en Espagne, un rejet qui explique pour partie l'actuelle insatisfaction des Catalans concernant la relation entre la Catalogne et l'Espagne. Le parti qui était à la tête du mouvement d'opposition au Statut cata-

LE STATUT, LA CONSTITUTION DU PEUPLE CATALAN

En 2010, un arrêt de la Cour constitutionnelle vidait de sa substance le Statut d'autonomie adopté en 2006 par le Parlement catalan et ratifié par le peuple en référendum. Cet affront marque un tournant qui a donné des ailes à l'indépendantisme dans la société catalane d'aujourd'hui. C'était le troisième Statut

d'autonomie adopté en Catalogne après ceux de 1932 et 1979. Depuis une dizaine d'années, le second Statut, né de la Transition, était perçu comme obsolète. D'où l'adoption du Statut de 2006, qui dut toutefois faire face à une forte vague d'anti-catalanisme alimentée depuis Madrid.

UNE POLITIQUE CATALANE QUI RÉSISTE AUX SIMPLIFICATIONS

Depuis lors, pour comprendre la politique catalane, il faut être conscient des deux axes sur lesquels se positionnent les partis politiques en Catalogne : outre l'axe politique droite-gauche, un deuxième axe de nature nationale va du catalanisme à l'espagnolisme. C'est un axe important, nourri de nuances et de subtilités difficiles à comprendre à qui ne suit pas de près la politique catalane. C'est peut-être pour cette raison que beaucoup de journalistes étrangers envoyés à Barcelone pour couvrir les élections en novembre 2012 ont eu du mal à saisir l'importance du résultat, les électeurs ayant clairement ouvert la voie au souverainisme. Pour la première fois, les deux principales forces du Parlement catalan étaient deux partis qui s'étaient engagés dans leur programme à organiser un référendum sur l'indépendance de la Catalogne : CiU (Convergence et Union), de centre-droit, et ERC (Gauche républicaine de Catalogne), de centre-gauche.

ERC est un parti qui avait déjà joué un rôle majeur lors des élections municipales du 14 avril 1931, qui s'étaient converties en plébiscite pour ou contre la monarchie et avaient conduit à la proclamation de la Seconde République espagnole. Ce nouveau régime naissait après la dictature du général Primo de Rivera, entre 1923 et 1930, qui avait entre autres aboli la *Mancomunitat*. L'avènement de la Seconde République et la proclamation de la République catalane permirent de récupérer la Generalitat, à la tête de laquelle fut élu un personnage hautement symbolique pour les Catalans : Francesc Macià, chef d'ERC.

Retrouver l'autonomie catalane allait de pair avec les vents de modernité, laïcité et liberté qui soufflaient sur toute la société lors

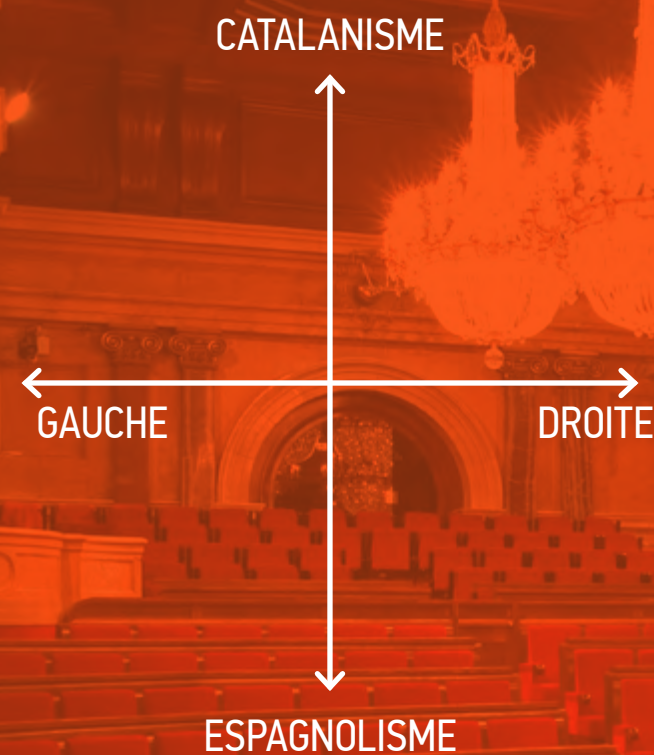
LES CORRIDAS EN CATALOGNE, C'EST FINI

En 2010, Le Parlement de Catalogne a adopté à une très large majorité l'interdiction des corridas conduisant à la mort de l'animal ainsi que l'utilisation des banderilles, piques et épées. Cette loi découlait d'un projet de loi d'initiative populaire, lancé par des organisations citoyennes qui avaient recueilli des centaines de milliers de signatures de défenseurs des droits des animaux. Toutefois, l'adoption de loi a été sévèrement critiquée dans les milieux politiques et médiatiques centralistes, qui voyaient des motivations anti-espagnoles dans cette interdiction.



LES AXES DE LA POLITIQUE CATALANE

C'est une des particularités de la politique catalane: les sept partis politiques représentés au Parlement peuvent être situés idéologiquement sur deux axes, l'axe politique et l'axe national.



LE PARLEMENT DE CATALOGNE, AUJOURD'HUI

Le Parlement de Catalogne est l'organe législatif catalan et il est devenu officiel suite à l'adoption du Statut d'autonomie de 1979.

Il compte 135 députés répartis en sept groupes parlementaires. Il siège au Palais du Parlement [photo], dans le parc de la Citadelle de Barcelone. Les dernières élections du 25 novembre 2012 ont donné une majorité simple au parti catalaniste de centre-droit CiU, qui a formé le nouveau gouvernement. Il est soutenu par son principal allié au Parlement, le parti catalaniste de gauche, ERC, deuxième force politique.

SEPT GROUPES
PARLEMENTAIRES
135
DÉPUTÉS



Parlement de Catalogne

lan n'est autre que le *Partido Popular*, le parti conservateur, alors dans l'opposition. Le parti au pouvoir, était l'autre grand parti espagnol, le PSOE, sous la direction de José Luis Rodríguez Zapatero. Celui-ci, lors de la campagne électorale de 2003, avait déclaré avec force qu'il « appuierait le Statut de Catalogne adopté par le peuple catalan ». Et le peuple catalan y crut, entre autres choses parce que le président de la Generalitat était de la même couleur politique que Zapatero. Mais une fois la proposition de Statut d'autonomie adoptée par le Parlement catalan, ce fut le début d'un bras-de-fer avec le Parlement espagnol, qui n'accepta de voter le texte qu'après de longues négociations, au cours desquelles les hommes politiques catalans durent faire toutes sortes de concessions.

LA GOUTTE D'EAU QUI FAIT DÉBORDER LE VASE

Pour sa part, le principal parti de l'opposition, le PP, lançait une campagne médiatique et une pétition contre le texte, avant d'introduire un recours contre le Statut d'autonomie devant la Cour constitutionnelle espagnole. Le 28 juin 2010, la Cour déclarait quatorze articles inconstitutionnels (complètement ou partiellement) et en réinterprétait vingt-sept à la baisse. La Cour s'opposait par exemple au fait que le catalan demeure la langue prioritaire de l'administration ou du système éducatif, et elle affirmait que « la Catalogne n'est pas une nation », car il n'y en a qu'une, « la nation espagnole ».

Face à cette nouvelle violation judiciaire et politique de la volonté majoritaire des Catalans, l'association *Omnium Cultural* organisa une manifestation le 10 juillet 2010 avec pour slogan « Nous sommes une nation. C'est nous qui décidons », à laquelle participèrent des centaines de milliers de personnes. Malgré le caractère massif de la réaction catalane, le gouvernement espagnol, alors dirigé par le socialiste José Luis Rodríguez Zapatero, resta impassible. Face à cet immobilisme de Madrid, deux ans plus tard, c'est cette fois sous le slogan « La Catalogne, nouvel État d'Europe » que défilèrent un million et demi de personnes à Barcelone. C'était le 11 septembre 2012. Mariano Rajoy, chef du PP et désormais président espagnol, resta lui aussi sourd à cette nouvelle revendication pacifique et démocratique.

DE LA RUE AUX URNES

Compte tenu de l'ampleur de cette mobilisation pour l'indépendance, le gouvernement catalan décida d'avancer la date des élections. Ces élections anticipées aboutirent à la réélection d'Artur Mas, chef de la coalition souverainiste CiU. Mas signa en décembre 2012, un « Pacte de la Liberté » avec le deuxième parti, ERC, les indépendantistes de gauche dirigés par Oriol Junqueras, qui prévoyait entre autres que le peuple catalan pourrait décider démocratiquement de la possibilité de convertir la Catalogne en État. Les milieux politiques et médiatiques catalans, espagnols et internationaux prévoient que ce référendum pourrait avoir lieu en 2014, trois cent ans après la perte par la Catalogne de ses libertés. ▶

DEUX MODÈLES OPPOSÉS

L'activité économique en Catalogne reposait traditionnellement sur les PME, alors qu'en Castille elle reposait sur les propriétaires terriens et l'administration publique.



Usine Saladrigas-Freixa

08

300 ANS DE SPOILIATION

Dans le contexte de la crise économique actuelle, la pire depuis des décennies, le débat ancien sur la discrimination économique subie par la Catalogne a pris une grande importance. Les experts affirment qu'une grande partie des impôts payés par les Catalans ne sont pas utilisés en Catalogne, que l'actuel système de financement régional est injuste et que l'Espagne décide des investissements sur des critères politiques et non économiques. Nous apportons des clefs pour comprendre pourquoi l'essor de l'indépendantisme a aussi des raisons économiques.

Au début du XVIII^e siècle, les despotes éclairés entreprennent de revoir la fiscalité pour y introduire des critères d'équité et couvrir les dépenses de guerre. Il s'agissait d'augmenter efficacement les recettes sans nuire à la bonne marche de l'économie. Le défi pour ces monarques était d'arriver à un consensus au sein des élites qui permette de mettre en œuvre les réformes, ce qui, dans le cas de la Castille, avec d'énormes déficits, s'avérait impossible. Philippe V, roi d'Espagne depuis 1700, se heurtait à une forte opposition à toute augmentation de la pression fiscale en Castille. La Catalogne, quant à elle, avait son propre système fiscal, les impôts étant perçus et administrés par la Generalitat et non par le roi. Les Catalans étaient donc libres de décider s'ils participaient financièrement ou pas à la politique étrangère de Madrid.

Mais, une fois vaincue au terme de la guerre de Succession, la Catalogne se vit appliquées les réformes fiscales voulues par Philippe V, ce qui permettait aussi de financer les dépenses causées par l'occupation militaire. C'est dans le cadre de cette réforme fiscale que le 9 décembre 1715 fut créé le « cadastre », un impôt qui introduisait une grande nouveauté, celle de frapper les contribuables de façon proportionnelle à leurs revenus et patrimoines. Il y avait deux sortes de cadastres, le royal et le personnel. Le cadastre royal grevait les biens immeubles, en particulier les maisons et les terres, ainsi que les revenus ecclésiastiques pas-

LA PRESSION FISCALE IMPOSÉE PAR PHILIPPE V À LA CATALOGNE ÉTAIT SI ÉLEVÉE QUE MÊME LES PERCEPTEURS RECOMMANDAIENT DE LA DIMINUER.

AUTRES INSATISFACTIONS FISCALES

LA CRÉATION DE L'IRLANDE DU NORD

L'unionisme se développe en Irlande au début du XX^e siècle. Ce mouvement politique favorable au renforcement des liens avec Londres s'opposait au nationalisme des partisans d'une Irlande autonome au sein du Royaume-Uni, voire d'une république indépendante. Les unionistes appartenaient aux classes sociales supérieures et une des raisons de s'opposer à une éventuelle sécession était économique et fiscale. L'Ulster, plus riche que le reste de l'Irlande et majoritairement peuplé de protestants, craignait qu'un gouvernement à Dublin n'introduise des impôts nuisant à l'industrie. Ce fut aussi une raison du maintien de l'Irlande du Nord sous juridiction britannique, en 1922.

LE THÉ ET L'ARGENT

L'indépendance des États-Unis avait aussi des motivations fiscales. Après la guerre de Sept Ans contre la France, Londres décide d'augmenter les impôts dans ses colonies en Amérique. La tension arrive à son paroxysme en 1773 lorsque le Parlement décide que seule la Compagnie des Indes orientales, basée à Londres, pouvait vendre du thé, au détriment des commerçants locaux. En réaction, des colons, déguisés en Indiens, attaquent les bateaux de la Compagnie à Boston et lancent 45 tonnes de thé à la mer. La *Boston Tea Party* provoque une forte répression britannique qui conduit à la révolte des colonies et à la guerre en 1775.

RÉVOLTE DES « COMUNEROS » EN AMÉRIQUE

Une politique fiscale excessive est à la source de cette insurrection dans la colonie espagnole de la Nouvelle-Grenade, l'actuelle Colombie. Les réformes économiques des Bourbons aux Amériques se traduisent par de nouveaux impôts, qui déclenchent une révolte contre les autorités espagnoles en 1781. Sans distinctions ethniques, économiques ou sociales, les rebelles marchent sur Bogota. Le non-respect par l'Espagne des accords conclus pour mettre fin à la révolte et l'emprisonnement de ses chefs rompent le lien de confiance entre les colons sud-américains et les souverains espagnols. Quelques décennies plus tard, les conflits avec la métropole aboutiraient à l'indépendance des colonies d'Amérique centrale et du Sud.

HAUSSE
D'IMPÔTS EN
CATALOGNE
150%
(1729-1779)



Marché du Born et Citédelle

sés aux mains de laïcs. En principe, nul n'était exempté de cet impôt, mais les terrains ou bâtiments appartenant à l'Église n'y furent jamais soumis. Le cadastre personnel était plus complexe et grevait le travail personnel. Il ne frappait toutefois pas la noblesse et le clergé, les veuves, les personnes de plus de soixante ans ou de moins de quinze ans et les étudiants.

LE CADASTRE : UN IMPÔT DE GUERRE DÉGUISÉ

Bien que cet impôt visait en théorie à plus d'équité fiscale, le fait est que le cadastre était vu comme une punition, un impôt de guerre déguisé, dans la mesure où il servait notamment à couvrir les frais de l'armée d'occupation. Réquisitions et peines d'emprisonnement étaient quelques-unes des méthodes coercitives utilisées pour sa perception. En outre, les prévisions annuelles de recettes étaient systématiquement trop optimistes car elles se basaient sur la Catalogne prospère de la fin du XVII^e siècle, sans tenir compte des effets de la guerre. L'impôt était donc disproportionnellement élevé au regard de la réalité économique sur le terrain. Ainsi, en vertu de cet impôt, un montant fixe était exigible même lorsque les récoltes étaient mauvaises et n'apportaient pas les revenus escomptés. Qui plus est, cet impôt était venu s'ajouter aux impôts existants, traditionnellement payés à la Generalitat, qui n'avaient pas été abolis mais confisqués par la monarchie. Il était aussi accompagné de nouveaux impôts indirects, tels que ceux grevant le sel ou le papier timbré. Il s'agissait donc d'un transfert de ressources de la Catalogne vers l'administration de l'État central.

Ce nouveau système faisant coexister cadastre et impôts anciens se met en place entre 1726 et 1744. En cinquante ans (1729-1779), les prélèvements obligatoires augmentent de 150% en Catalogne, et la fiscalité indirecte connaît une croissance de 248%.

XIX^e SIÈCLE : NAISSANCE DU MYTHE DE L'INSOLIDARITÉ CATALANE

De 1833 à 1840, l'Espagne est aux prises avec une guerre civile entre partisans de l'absolutisme et libéraux, ces derniers souhaitant accélérer les réformes pour mettre à bas l'Ancien régime, y compris sa fiscalité. Mais la victoire des libéraux ne se traduit pas par plus de générosité de l'État envers les Catalans.

Au milieu du XIX^e siècle, la question des relations entre la Catalogne et l'Espagne voit l'apparition du leitmotiv de l'insolidarité catalane. Une certaine presse accuse les industriels, surtout catalans, d'avoir un comportement prédateur et affirme que, l'Espagne étant un pays surtout agricole, les importations manufacturières étaient payées grâce à l'exportation de produits agricoles. C'est contre ce point de vue que se dresse l'industriel et économiste catalan Joan Güell i Ferrer. Il réfute en 1853 l'argument selon lequel la Catalogne s'enrichirait en exportant ses produits vers les autres provinces espagnoles : selon ses calculs, la balance com-

EN 1888

Par habitant, Les Catalans payaient plus de deux fois plus que les autres Espagnols en impôts industriels. Et cinq fois plus en impôts liés au commerce extérieur.

EN 1900

La province de Barcelone payait à elle seule plus que les régions de Vieille-Castille, Aragon et Valence réunies : 174 millions de pesetas. Madrid payait 143 millions.

EN 1956

Les recettes de l'État dans la province de Barcelone s'élevaient à 5,55 milliards de pesetas et les dépenses à 1,18 milliard soit un déficit fiscal de 79 %.



RICHES... MAIS PAS TANT QU'ÇA

En 2012, La Catalogne comptait 592 192 entreprises, dont 335 836 (56,7 %) n'avaient pas de salariés. Parmi les entreprises avec salariés, 99,6 % avaient moins de 200 employés. La grande place occupée par les PME en Catalogne, contrairement au reste de l'Espagne, fait que la crise économique frappe encore plus durement les Catalans. Voici quelques données comparatives.

merciale de la Catalogne avec le reste de l'Espagne n'était jamais favorable à la première.

À partir de 1890, la bourgeoisie industrielle catalane se fait plus critique à l'égard de l'administration centrale, des inégalités fiscales et de la mauvaise politique commerciale. Ce malaise qui éloignait la bourgeoisie catalane du gouvernement central peut être mesuré en espèces sonnantes et trébuchantes. Selon les statistiques relatives aux impôts industriels et commerciaux pour la période 1888-1890, chaque Catalan payait 4,78 pesetas, plus du double de ce que payait chaque Espagnol (2,08 pesetas). Les données provenant des statistiques du commerce extérieur montrent que les Catalans payaient cinq fois plus d'impôts à l'État que le reste des Espagnols. Globalement, la Catalogne versait plus de 8,8 millions de pesetas d'impôts par an, contre 32,7 millions pour les autres régions espagnoles, alors que la Catalogne comptait environ 1,8 million d'habitants pour une population espagnole

LES CATALANS, INSOLIDAIRES?

Depuis 2000, la Catalogne a versé entre 8 et 11% de son PIB au nom de la solidarité avec les autres territoires espagnols plus défavorisés. En Allemagne, ces transferts ne peuvent dépasser 4% et aux États-Unis 2,5%.

Au contraire, en 1899, pour compenser le déficit causé par la défaite militaire, le gouvernement espagnol met en place un nouvel impôt grevant plus lourdement les entreprises de Barcelone que celles de Madrid. La réponse des organisations patronales de Barcelone fut la fermeture des établissements commerciaux et industriels afin de ne pas payer l'impôt. Cette action est connue comme la « fermeture des caisses » [voir ci-dessous]. Bien que

totale de 17,5 millions. Par conséquent, la Catalogne apportait à l'État 27% de ses recettes fiscales, alors qu'elle ne pesait que 10 % de la population totale. La fiscalité pesant sur les Catalans était donc disproportionnée.

La rupture totale entre la bourgeoisie catalane et le gouvernement central est accélérée par la guerre de 1898 contre les États-Unis et la perte des dernières colonies, qui venait s'ajouter au refus par le gouvernement espagnol d'accorder à la province de Barcelone un système d'autonomie fiscale tel que celui appliqué au Pays basque.

CHIFFRES 2012

	CATALOGNE	ESPAGNE
Population	7 565 603	47 565 984
PIB par habitant	27 053 €	22 700 €
Pauvreté infantile	23,7 %	26,59 %
Foyers dont tous les membres sont au chômage	225 000	1 728 400
Nombre d'expulsions	25 422*	101 034
Déficit fiscal	-8 % (entre 1986 et 2009)	

*En 2012 la Catalogne détenait le record des expulsions de tout l'État.

LES PROPOSITIONS CATALANES DE MODIFICATION DU SYSTÈME FISCAL ONT ÉTÉ PERÇUES COMME UN CHANTAGE OU LA RECHERCHE DE PRIVILÈGES.

l'action n'était que symbolique, l'impôt étant finalement payé, elle fut perçue comme un succès car elle témoignait d'une capacité à se mobiliser pour tenir tête aux abus du pouvoir central.

Le XIX^e siècle s'achève donc dans cette ambiance tendue. Les chiffres officiels montrent qu'en 1900 la province de Barcelone payait autant d'impôts que toute l'Andalousie, et autant que la Vieille-Castille, l'Aragon et Valence réunies. Au total, la province de Barcelone apportait à l'État 174 millions de pesetas, tandis que la province de Madrid n'arrivait pas à 143 millions. Elle payait même plus que toute l'île de Cuba à l'époque où cette dernière était encore une colonie espagnole.

XX^e SIÈCLE : UNE « USINE DE L'ESPAGNE » BIEN MALTRAITÉE

Au début du XX^e siècle, la situation de la Catalogne était paradoxale : elle était l'usine de l'Espagne, mais ne disposait pas d'infrastructures à la mesure de sa contribution aux finances publiques. La *Mancomunitat* de Catalogne (1914-1925), premier gouvernement catalan autonome depuis la défaite de 1714, s'était efforcé de pallier ces insuffisances en regroupant les budgets des quatre provinces catalanes (Barcelone, Girona, Lleida et Tarragone), le gouvernement espagnol ayant refusé de céder à la Catalogne les pouvoirs relatifs à la collecte de l'impôt, comme il l'avait pourtant fait avec le Pays basque. Pendant cette décennie, l'État perçut chaque année en Catalogne 250 millions de pesetas, dont seulement 19,1 furent investis dans ce territoire dans les travaux publics, l'éducation, la santé... Lors de la dictature dirigée par le général Primo de Rivera supprime la *Mancomunitat*, l'inégalité fiscale demeure. En 1926, la Catalogne, sans être la région

la plus grande ou la plus peuplée d'Espagne, représentait encore 30 % des recettes fiscales totales de l'État.

LE FRANQUISME : AUTARCIE, CLIENTÉLISME ET OPACITÉ FINANCIÈRE

Le régime fasciste créé par le général Franco après la guerre civile instaure l'autarcie, une économie sans commerce extérieur, dans laquelle l'État doit produire tous les biens nécessaires. Dans ce contexte aussi, l'asphyxie fiscale continue. Ainsi, en 1951, l'État ne dépense dans la province de Barcelone que 28 % des recettes que celle-ci génère, le déficit fiscal de la province avec l'État s'élevant donc à 72 %. En 1958, une augmentation des impôts s'accompagne d'une amnistie fiscale en cas de rapatriement en Espagne des capitaux de l'évasion fiscale. Mais le traitement réservé à la Catalogne reste inchangé, ou empire encore un peu plus. En 1956, les recettes perçues par l'État dans la province de Barcelone s'élevaient à 5,5 milliards de pesetas, alors que l'État n'y dépensait que 1,2 milliard de pesetas. Bref, le territoire ne récupérait en services et investissements de l'État que 21 % des impôts payés, soit un déficit fiscal de 79 %.

La croissance démographique et économique de la Catalogne des années 60 ne se traduit pas par une amélioration des services fournis au territoire qui était le moteur économique de l'État. En 1975, les places dans les écoles primaires et maternelles publiques de la région métropolitaine de Barcelone ne couvraient que 42 % des besoins, et pour ce qui est des investissements dans le domaine des soins de santé, il y avait six lits d'hôpitaux pour mille habitants, alors que l'Organisation mondiale de la Santé en recommandait dix.

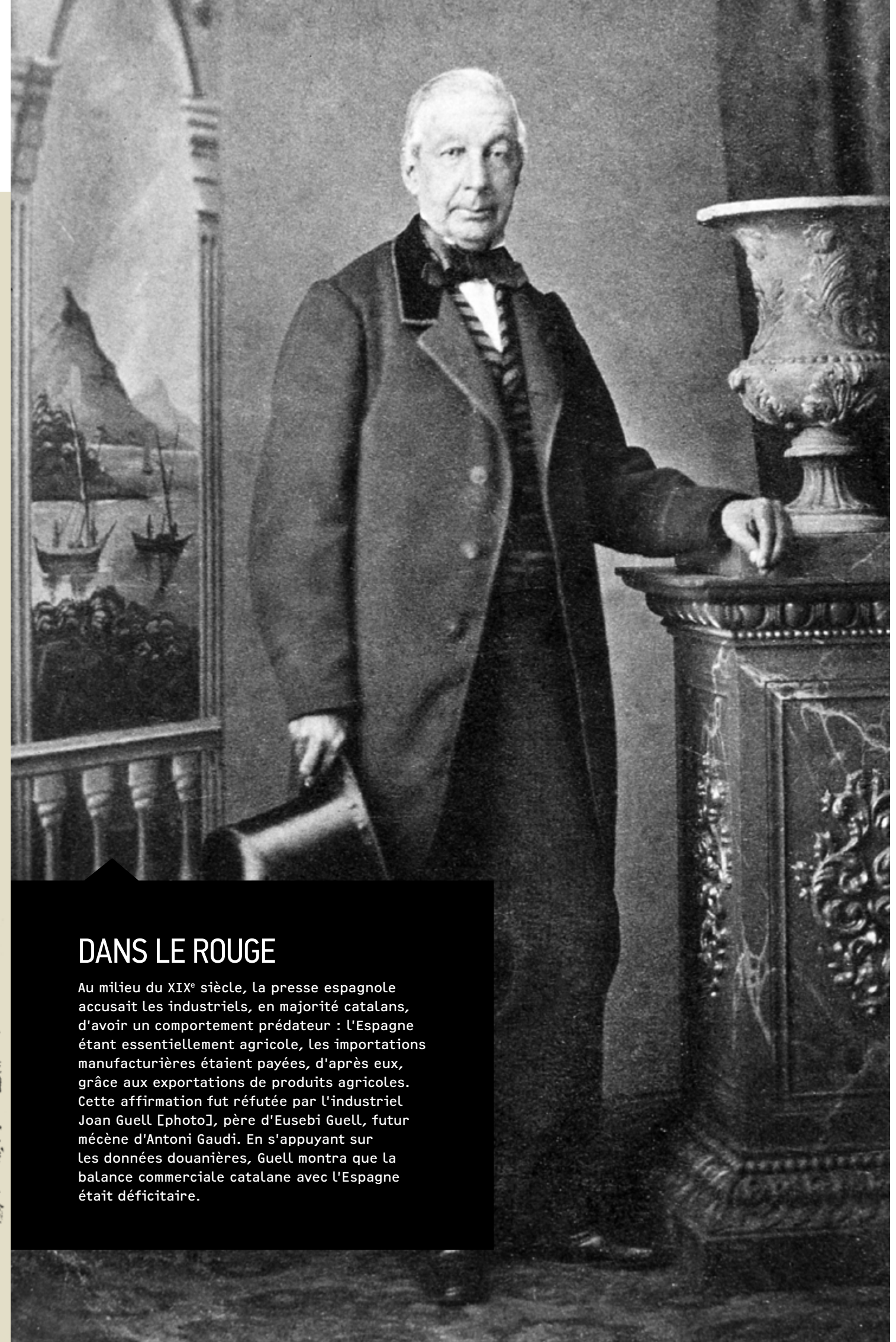
FERMETURE DES CAISSES

Pour essayer les déficits causés par la guerre de 1898, le gouvernement espagnol crée un impôt jugé discriminatoire à Barcelone. La réponse des commerçants et industriels catalans fut de fermer leurs établissements plutôt que de payer. Cette action provoqua la suspension des garanties constitutionnelles et le gouvernement affirma que la contestation cachait une revendication indépendantiste, pour éviter que l'action ne soit imitée dans d'autres régions de l'État.



DANS LE ROUGE

Au milieu du XIX^e siècle, la presse espagnole accusait les industriels, en majorité catalans, d'avoir un comportement prédateur : l'Espagne étant essentiellement agricole, les importations manufacturières étaient payées, d'après eux, grâce aux exportations de produits agricoles. Cette affirmation fut réfutée par l'industriel Joan Guell [photo], père d'Eusebi Guell, futur mécène d'Antoni Gaudí. En s'appuyant sur les données douanières, Guell montra que la balance commerciale catalane avec l'Espagne était déficitaire.



EN 2010, LA CATALOGNE A APPORTÉ À L'ADMINISTRATION ESPAGNOLE

19,4 %
DE SES RECETTES

LA MÊME ANNÉE L'ÉTAT CONSACRAIT À LA CATALOGNE

14,2 %
DE SES DÉPENSES



Usine de SEAT



L'OPACITÉ ÉCONOMIQUE DE LA TRANSITION

Avec le plan de stabilisation de 1958, l'Espagne sort de l'autarcie et permet l'entrée des multinationales. Dès lors se crée autour du général Franco un réseau de sociétés opaques qui faisaient fortune grâce au trafic d'influence, aux commissions, aux concessions et à l'abus de pouvoir. Juan Carlos I savait, grâce à ses conseillers, que les pouvoirs économiques franquistes le soutiendraient en échange du maintien du statu quo économique : le réseau graviterait désormais autour du roi après l'avoir fait autour du général. Ce fut le prix de la Transition : la rupture politique ne modifia pas les vieilles façons de gagner de l'argent.

DÉMOCRATIE : CHANGEMENT POLITIQUE, STATU QUO ÉCONOMIQUE

La fin du franquisme, l'avènement de la démocratie et le rétablissement de la Generalitat étaient l'occasion de corriger les mauvaises pratiques du passé. Lors de la rédaction du Statut d'autonomie de 1978, la loi régissant l'autonomie catalane, certains partis proposèrent l'instauration en Catalogne d'un régime d'autonomie fiscale comparable à ce qui existait au Pays basque : la Catalogne aurait perçu les impôts, en aurait apporté une partie à l'État au nom de la solidarité entre territoires, et aurait pu décider de façon autonome de l'affectation des ressources qu'elle conservait. C'est le modèle dit du « pacte fiscal », qui a récemment été proposé à nouveau par le gouvernement catalan. Ce modèle fut déjà rejeté en 1978 par le gouvernement espagnol présidé par Adolfo Suarez, et le débat économique passa alors au second plan, la priorité étant d'obtenir une large autonomie dans d'autres domaines jugés essentiels pour le futur du pays, tels que la langue et l'enseignement.

Ainsi en 1994, les recettes perçues par l'État en Catalogne étaient 20% supérieures à la moyenne espagnole, alors que ses dépenses dans ce territoire étaient 17% inférieures à la moyenne. Pourtant, le stéréotype de l'insolidarité catalane reste vivace dans le reste de l'Espagne, où il n'est pas combattu par les forces politiques espagnoles, car il leur apporte des gains électoraux.

L'ironie est que, malgré ces critiques, c'est la Catalogne qui est à la tête du processus de décentralisation, car toute nouvelle compétence fiscale obtenue par la Catalogne est immédiatement réclamée par les autres régions. C'est sans doute pourquoi Madrid refuse de parler de réforme du financement catalan.

2003-2013 : DU BOOM ÉCONOMIQUE À LA CRISE LA PLUS PROFONDE

Au début du XXI^e siècle, la Catalogne était le territoire contribuant le plus à la redistribution entre régions. Ces dernières années, la Catalogne a apporté chaque année entre 8 et 11% de son PIB au reste de l'Espagne au nom de la solidarité entre territoires. En Allemagne, ces transferts sont limités à 4% du PIB.

On estime également que le modèle actuel de financement a généré une dette historique de l'État envers la Catalogne s'élevant à 1200 milliards de pesetas en investissement public de l'État. Les tentatives du gouvernement catalan de modifier ce modèle ont toujours généré de véritables batailles politiques. Toute proposition visant à modifier le système de collecte de l'impôt est interprétée dans le reste de l'Espagne comme une façon d'obtenir des privilèges, d'accroître les inégalités entre les régions, voire comme un chantage s'il se trouve que le gouvernement central, sans majorité absolue au Parlement espagnol, a besoin du soutien du parti au pouvoir en Catalogne.



LES DÉGÂTS DE LA CRISE

L'association Súmate (www.sumate.cat) regroupe des Catalans de langue espagnole, issus pour la plupart des familles d'immigrés espagnols venus en Catalogne dans les années 50 ou 60. Ils soutiennent l'autodétermination de la Catalogne en brandissant en particulier des arguments économiques. La crise

actuelle a provoqué des mouvements de protestation dans toute l'Espagne, notamment le groupe « Halte aux expulsions », dont la représentante est la Catalane Ada Colau. En 2012, la Catalogne a détenu le triste record des expulsions dans tout l'État. C'est aussi la région où le plus d'entreprises ont fermé.



LE DÉFICIT FISCAL CATALAN PEUT NUIRE AU RESTE DE L'ÉTAT : ÉTOUFFER L'ÉCONOMIE CATALANE, C'EST COMME TUER LA POULE AUX OEUFS D'OR.

Xavier Sala i Martin. Professeur d'Economie à l'Université Columbia (New York)

Et pas de bataille politique sans sa campagne médiatique. Dès lors, le vieux cliché de l'insolidarité catalane refait régulièrement surface. Le problème de cet argument, c'est qu'il n'est pas tout à fait clair que la redistribution que fait l'État des impôts payés en Catalogne fasse avancer les régions les plus défavorisées, et il semble que la richesse générée par des territoires tels que la Catalogne serve surtout à la réalisation d'investissements non productifs [voir dossier suivant].

Mais ce doute sur l'utilisation des impôts payés en Catalogne est ancien et faisait déjà débat à l'étranger. Dans un article publié le 6 novembre 1898 et intitulé « Problèmes en Catalogne », le *New York Times* parlait des difficultés causées par le déficit fiscal de l'époque. « Non seulement les traditions et les coutumes de Castille et de Catalogne sont différentes, mais leurs intérêts économiques sont souvent opposés », avant d'ajouter : « La centralisation administrative veut dire centralisation économique, ce qui dans le cas de la Catalogne mène à la ruine ». Selon le journal américain, « des millions sont perçus pour l'Armée et la Marine, mais sont-ils vraiment consacrés à la Défense ? ». Le journal remarquait que des politiciens montés à Madrid avec très peu avaient un an après « des palais et des villas à la campagne et des amantes extravagantes. [...] Et les Catalans apportent plus, beaucoup plus, de cet argent mal géré que toute autre province espagnole ».

LE REFUS DE MADRID DE PUBLIER LES CHIFFRES

Ce qui ne contribue pas à réduire les tensions, c'est le refus traditionnel de l'administration centrale de publier les balances fiscales, c'est-à-dire la différence entre les impôts que le gouvernement perçoit sur un territoire donné et ce que ce territoire en reçoit par le biais des transferts, subventions ou investissements. Un refus surprenant, car une balance fiscale est un instrument strictement informatif, qui ne dit pas si la redistribution décrite est équitable ou pas. Toutefois, Madrid a voulu éviter tout problème, avec la ferme conviction que la divulgation de cette information menacerait la solidarité entre territoires et augmenterait l'hostilité entre régions. 2008 fit exception à la règle, avec la publication pour la première et seule fois des balances fiscales entre les communautés autonomes et l'État. Celles-ci ne firent que confirmer ce que l'on savait de longue date : le déficit de la Catalogne est très important. Certains affirment que la Catalogne compense cette balance fiscale négative avec une balance commerciale excédentaire avec le reste de l'État.

Mais il faut rappeler que cet excédent est le résultat de la ténacité de l'initiative privée et non pas des subventions ou des investissements publics. Il est paradoxal que l'excédent commercial catalan soit considéré dans le reste de l'Espagne comme la preuve que la Catalogne bénéficie de la structure actuelle de l'État étant donné qu'elle réussit à croître et à exporter malgré la spoliation fiscale.

UN ÉCONOMISTE DE RENOM POUR EXIGER LE CHANGEMENT

Cette opacité et cette confusion voulues font que toute action ou revendication venant de Catalogne génère le mépris ou le rejet. Un exemple très parlant : le projet de rachat d'Endesa, entreprise espagnole du secteur de l'électricité, du gaz et de l'eau basée à Madrid, par Gas Natural, une autre société du secteur, basée à Barcelone et avec participation du secteur financier catalan. Ce qui devait être une opération strictement économique devint très vite une longue bataille politique et juridique dans laquelle les autorités espagnoles firent tout leur possible pour empêcher la catalane Gas Natural de prendre le contrôle d'Endesa, qui fut finalement acquise par une société italienne. Une femme politique importante de la région de Madrid, interrogée sur la possibilité que le siège d'Endesa passe à Barcelone, affirma que ce serait une « mauvaise nouvelle » que la société « quitte le territoire national ».

Pour l'heure, le dernier mot de cette longue histoire, ce sont les balances fiscales des années 2006, 2007, 2008 et 2009, qui révèlent que le déficit fiscal catalan était en moyenne de l'ordre de 16 milliards d'euros par an. En 2010, la Catalogne représentait 19,4 % des recettes totales perçues par le gouvernement central et elle ne reçut que 14,2 % des dépenses. Toutes ces données montrent que, pendant un quart de siècle, sur la période 1986-2010, la Catalogne a connu un déficit fiscal annuel moyen de 8,1 % de son PIB.

Et ces chiffres ne sont pas présentés par n'importe qui. Ce sont ceux du ministre de l'Économie du gouvernement catalan,

Andreu Mas-Colell, professeur d'économie à Harvard et Berkeley, et l'un des grands experts actuels de la microéconomie, coauteur avec Michael Whinston et Jerry Vert de *Microeconomic theory* (1995), le livre de référence sur la microéconomie dans les universités à travers le monde. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, et font que l'on se demande combien de temps les habitants de cette partie du monde vont devoir payer pour les réparations d'une guerre achevée, apparemment, depuis 1714. ▶

LE
GOUVERNEMENT
ESPAGNOL DOIT À LA
CATALOGNE PLUS DE 8,5
MILLIARDS D'EUROS,
D'APRÈS LES CALCULS
DE LA GENERALITAT.

PRESQUE UNIQUES

En Europe, seule la Roumanie possède un système aéroportuaire comme l'espagnol, qui interdit la concurrence entre les aéroports et pénalise les plus rentables, comme Barcelone [photo], en les empêchant d'investir pour améliorer leurs services.



LA GESTION
DES AÉROPORTS :
UN AUTRE BRAS
DE FER ENTRE
LA CATALOGNE
ET L'ÉTAT

09

TOUS LES CHEMINS MÈNENT À MADRID

« On ne saurait construire une route splendide au travers d'une région désertique où il n'y a pas ou peu de commerce au seul prétexte qu'elle mène à la capitale administrative », écrit Adam Smith en 1776, dans *La Richesse des Nations*. C'est pourtant la politique menée par l'État en Espagne en matière d'infrastructures : bâtir un réseau radial de transport où tous les chemins passent par Madrid.

« NOUS NE SOUMETTONS PAS LA POLITIQUE D'INFRASTRUCTURES À LA RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE DES INVESTISSEMENTS. »

Magdalena Álvarez, ministre des travaux publics entre 2004 et 2009.



LE
KM 0
DU SYSTÈME RADIAL
DE TRANSPORTS,
SUR LA PUERTA DEL
SOL DE MADRID



Isant que l'Angleterre, la France et l'Allemagne s'efforçaient de couvrir leur territoire avec un réseau de chemins de fer, je me répétais encore et encore : ce n'est pas d'un réseau, mais d'une croix dont nous avons besoin, une croix qui nous apportera le salut économique, tout comme la croix mystique du calvaire a régénéré l'espèce humaine ». Nous sommes en 1850. Le député Andrés Borrego expose à la commission des chemins de fer du Parlement espagnol les grandes lignes d'un modèle ferroviaire qui devait permettre la modernisation d'une Espagne qui, exception faite de la Catalogne et du Pays basque, était passée à côté de la Révolution industrielle. Mais il n'apportait rien de nouveau, car l'origine de cette croix remonte au règne de Philippe V au XVIII^e siècle. Au terme de la guerre de Succession, le roi avait transplanté en Espagne l'aménagement du territoire et l'exercice du pouvoir propre aux Bourbons, en faisant de Madrid le cœur politique et administratif du royaume.

C'est dans ce contexte qu'entre en vigueur, en 1720, un premier règlement faisant de Madrid le kilomètre zéro de toutes les routes, d'où sortaient les ordres de la capitale et vers lequel remontait l'information du territoire. Les communes continuaient d'ouvrir et d'entretenir les routes. Mais en 1747, pour la première fois, est prévue la possibilité de construire des routes royales sur le budget de la Couronne. Les routes secondaires continuaient d'être financées par les communes. La Catalogne n'était pas concernée par ce premier investissement public.

LE SYSTÈME RADIAL : SIX AXES ET SIX ROUTES

Deux décennies plus tard, en 1761, la Couronne adopte le plan routier général, avec six axes principaux, six routes coïncidant avec les routes radiales de Philippe V. De la capitale du royaume sortiront quatre routes vers La Corogne, Badajoz, Cadix, Alicante et deux vers la frontière française, jusqu'à Bayonne et jusqu'à Perpignan. Des ramifications relieront ces routes aux « ports de mer et autres grandes villes ». La Catalogne, en dépit

LE DROIT DE PASSAGE

Une revendication ancienne des Catalans porte sur les autoroutes non payantes, particulièrement nombreuses autour de Madrid et dans toute la Castille (bien qu'ayant parfois un trafic limité) mais beaucoup moins fréquentes en Catalogne. En 2010, sur 12974 km d'autoroutes gratuites en Espagne, la Catalogne en comptait 703 km alors que, sur les 2991 km d'autoroutes payantes gérées par l'État, 632 km étaient en Catalogne. Le nombre d'autoroutes payantes en Catalogne est donc 32 % plus élevé que la moyenne.

de son important port et son dynamisme industriel et économique, n'était pas concernée par ce projet. La construction de ces routes se fait à la charge de la Couronne, mais en laissant la porte ouverte à la participation des usagers aux frais de maintenance par le biais d'un péage.

Ce réseau en étoile répondait à des objectifs militaires, administratifs (courrier et information) et d'ordre public (approvisionnement de Madrid), mais négligeait les questions économiques, telles que le prix et la régularité. L'efficacité du transport et la contribution à la productivité étaient secondaires dès lors qu'était en jeu la politique de centralisation. Ce premier réseau en étoile ne contribua pas à faciliter la communication et le progrès en Espagne, mais il est devenu l'icône du centralisme des Bourbons, un héritage que tous les gouvernements espagnols ont conservé intact.

Les Catalans essayèrent de lutter contre cette marginalisation, mais il fallut attendre huit décennies pour qu'ils disposent d'un outil compensant la négligence de l'État. En septembre 1848 était

INVESTISSEMENTS
DANS LES TRAINS DE
BANLIEUE À BARCELONE

1,3
MILLIARD DE
PESETAS

DÉBUT DES
ANNÉES 1990

INVESTISSEMENTS
DANS LES TRAINS DE
BANLIEUE À MADRID

14,7
MILLIARDS DE
PESETAS



EN ATTENDANT LE CORRIDOR

Parallèlement au gaspillage de moyens pour des projets pharaoniques et improductifs, tous les gouvernements espagnols ont reporté un investissement jugé essentiel par les experts pour l'économie espagnole : le corridor méditerranéen. Celui-ci faciliterait la circulation des personnes et des marchandises de l'Andalousie à la France en longeant la Méditerranée et en passant par Malaga, Valence et Barcelone. Madrid insiste à Bruxelles qu'il faut au préalable construire un corridor passant par le centre des Pyrénées, un projet très onéreux, sans le soutien de la Commission européenne... et qui contourne la Catalogne.



DES VOIES QUI ISOLENT

La Loi espagnole sur les chemins de fer de 1855 jugeait plus important de relier les capitales provinciales à Madrid qu'à l'Europe. D'où le choix d'un écartement de voies différent du reste de l'Europe, ce qui allait freiner la connexion rapide de la Catalogne à la France pendant plus de 150 ans.

créé le Conseil général des routes de Catalogne, un organisme de coopération entre les quatre provinces catalanes compétent pour construire des routes en Catalogne sur la base de l'autofinancement. Malgré le contexte politique de l'époque, caractérisé par le centralisme des libéraux, les conseils provinciaux, avec le soutien de l'armée, purent pallier l'inefficacité de l'État et mener à terme de grands travaux tels que les routes entre Tarragone et Lleida, entre Manresa et Vic et entre Gérone et Palamós.

DES KILOMÈTRES DE ROUTES BIEN MAL RÉPARTIS

Mais cet élan est de nouveau freiné en 1857 par une loi espagnole sur les travaux publics qui marginalise une nouvelle fois la Catalogne dans la répartition des infrastructures nationales. Alors que les routes de l'État étaient financées par le Trésor public (et donc en partie par les contribuables catalans) la plupart des routes de Catalogne devaient être financées par des impôts sur le commerce et sur la consommation, un effort fiscal qui frappait particulièrement la province de Barcelone.

En 1868, l'État abolit le Conseil des routes de Catalogne. À cette époque, les kilomètres de routes par région montraient les résultats d'une politique d'infrastructures résolument jacobine : sur quinze régions, la Catalogne arrivait au dixième rang en termes de kilomètres de routes par millier d'habitants. Elle était devancée dans l'ordre par la Vieille-Castille, le Pays basque, le Léon, la Nouvelle-Castille, la Navarre, l'Aragon, l'Estrémadure, Murcie et les Asturies, qui avaient tous plus de kilomètres, financés, bien entendu, par l'État.

LES TRAINS TOURNENT LE DOS À L'EUROPE

Le projet idéologique de Philippe V de construction nationale par la mise en place d'un réseau routier allait être poursuivi en 1855 sous le règne d'Isabelle II, avec la Loi générale relative aux chemins de fer, qui créait là aussi un réseau en étoile financé sur fonds publics et tournant le dos à l'Europe dans la mesure où il est décidé d'établir un écartement de voie différent de celui du reste du continent. Le chemin de fer espagnol avait pour but prioritaire de relier toutes les capitales provinciales à Madrid, et négligeait la mise en place de lignes ferroviaires transversales. Encore une fois, la Catalogne était écartée de ce réseau de chemins de fer, bien qu'elle ait mis en service la première ligne de chemin de fer de la péninsule, la ligne Barcelone-Mataró, dès 1848. Les industriels qui avaient construit cette infrastructure l'avaient fait sans la moindre subvention publique ni aucune facilité d'accès au crédit. La discrimination était si flagrante, qu'elle est même explicitement mentionnée dans le rapport présenté alors par le ministre des Travaux publics.

Une fois la loi votée, l'État autorise en 1856 des dizaines de concessions de chemin de fer, mais toutes ne bénéficient pas du même support. Les lignes suivantes ne recevraient pas de subvention de l'État : Barcelone - Mataró, Barcelone - Granollers, Barcelone - Martorell, Mataró - Arenys de Mar, Tarragone - Reus et Séville - Cordoue. Presque toutes les lignes sans subventions étaient catalanes.

MADRID ET BRUXELLES NE SONT PAS D'ACCORD SUR LES RÉSEAUX DE CONNEXION TRANSEUROPEENS PRIORITAIRES.

Pere Macias i Gemma Aguilera dans *La gran bacanal*. Editorial Deu i Onze

UN CATALAN AU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

En 1914, l'État donnait le feu vert à la création de la *Mancomunitat*, le premier embryon de gouvernement autonome depuis 1714. C'était un compromis pour satisfaire la société catalane, et pour faire revivre l'identité politique de la Catalogne au sein de l'Espagne. Fruit des bonnes relations entre la *Mancomunitat*, gouvernée par la Ligue régionaliste, et les conservateurs espagnols, l'homme politique catalan Francesc Cambó est nommé en 1918 ministre espagnol des Travaux publics. Un Catalan allait gérer les travaux publics de l'État, le secteur qui avait le plus obsédé Madrid depuis deux siècles.

Cambó voulait remédier au retard de la Catalogne en infrastructures, mais sans modifier le réseau en étoile existant. Ses ambitions étaient beaucoup plus modestes : présenté au Conseil des Ministres le 19 septembre 1918, le projet de loi prévoyait un plan quinquennal de crédits pour donner un nouvel élan aux travaux publics. Ces aides devaient accroître l'efficacité des infrastructures sans trop faire augmenter la dépense. Mais en échange Madrid devait céder le contrôle des infrastructures aux pouvoirs locaux. La Catalogne pourrait travailler à son réseau routier déficient, prolonger ses lignes ferroviaires et prendre des décisions d'aménagement du territoire.

RETOUR AU MONDE RÉEL

Le ministre catalan était convaincu qu'il aurait le soutien de la majorité des hommes politiques espagnols. Mais le refus de déléguer des compétences aux pouvoirs locaux fut sans appel : « À ma grande surprise, je vis que seuls les ministres militaires, le général Marina et l'amiral Pidal, étaient d'accord avec ma proposition ». Cambó est « scandalisé » par ce rejet cinglant des autres ministres.

Il avait osé s'attaquer au tabou des infrastructures et la réponse était profondément décevante. Cambó est rongé par le doute : « Rien ne change, tous nos efforts pour sauver l'Espagne sont vains [...] Avons-nous le droit de rester au gouvernement espagnol pour résoudre des problèmes administratifs avec la certitude que les aspirations de la Catalogne ne seront pas satisfaites ? Ou devons-nous rentrer au pays, nous mettre à la tête d'un grand mouvement patriotique et proposer [...] un projet de pleine autonomie de la Catalogne ? ». Malgré la déception, il acceptera encore le poste de Ministre des Finances dans le gouvernement espagnol suivant.

Lors de la Seconde République (1931-1936), le gouvernement espagnol met en œuvre un plan d'infrastructures pour relier les réseaux ferroviaires au nord et au sud de Madrid, mais ordonne l'arrêt en 1936 des travaux visant à relier Barcelone à Puigcerdà, dans les Pyrénées, par une ligne ferroviaire à écartement européen, des travaux pourtant considérés de grande importance en Catalogne.

Après la Guerre civile espagnole, la dictature franquiste néglige pendant de longues années les infrastructures dans toute



UN CATALAN À MADRID

L'homme politique catalan Francesc Cambó [photo] fut nommé ministre des Travaux publics en 1918. Six mois plus tard, Cambó dut faire face à un veto total à son projet de mise en place d'un nouveau modèle d'investissements en infrastructures, qui aurait donné plus de compétences aux pouvoirs locaux. Il arriva alors à la conclusion que les hommes politiques catalans ne pouvaient suivre que deux voies : la participation au gouvernement central, sans aucune possibilité de satisfaire les aspirations catalanes, ou la rupture institutionnelle avec l'État.

LE PORT DE
BARCELONE EST LE
N°1
EN REVENUS
POUR L'ÉTAT

SOLIDARITÉ PORTUAIRE

Le Port de Barcelone [photo] est le plus rentable de l'État. Le deuxième est Valence, qui dégage 40 % moins de revenus. Et le troisième est Algeciras, avec moitié moins de revenus que Barcelone. Le Fonds de compensation interportuaire oblige les ports les plus bénéficiaires à céder une partie de leurs revenus aux autres ports espagnols en difficulté. Pour Barcelone, ce chiffre se situe entre 2 et 3 % à quoi s'ajoute 4 % qui doivent être cédés à la société centrale Ports de l'État.



2001-2010 : LA DÉCENNIE «PRODIGIEUSE»

Au début XXI^e siècle, les deux grands partis espagnols, le PSOE et le PP, se sont livrés à une course effrénée à la construction de grandes infrastructures dans chaque province de l'État. Ces investissements souvent irrationnels avaient généralement des fins électoralistes ou étaient liés à l'origine régionale des responsables politiques.

EN ESPÉRANT LE MIRACLE ÉCONOMIQUE

Ceci a donné naissance à des aéroports sans avions, à des TGV sans voyageurs, à des ports avec digues géantes mais sans marchandises et à des autoroutes gratuites menant à des territoires sans activité économique... C'est le résultat d'une Espagne qui croyait aveuglément que le gaspillage des fonds publics dans ces infrastructures permettrait d'assurer la croissance économique et l'égalité de toutes les régions, au nom de la cohésion territoriale.

DES COMPARAISONS PARLANTES

La France compte 24 aéroports pour 65 millions d'habitants, l'Allemagne 28 pour 81 millions d'habitants. L'Espagne, avec 47 millions d'habitants, a 52 aéroports, dont 47 sont gérés de façon centralisée par l'entreprise publique AENA. Ce système de gestion centralisée est assez inhabituel en Europe : les aéroports français ou allemands sont en concurrence les uns avec les autres, sans que cela ne menace l'unité nationale.

LA POLITISATION DES INFRASTRUCTURES

En 1996, le PP n'ayant pas la majorité absolue au Parlement espagnol, le soutien du parti catalan CiU était indispensable. Un des points de l'accord entre les deux partis était une nouvelle loi augmentant l'autonomie des ports. Ceci devait permettre à Barcelone de devenir une puissance dans le transport de marchandises et le secteur des navires de croisière. En 2000, le PP ayant obtenu la majorité absolue et n'ayant plus besoin de l'appui catalan, ce modèle fut dynamité, avec l'augmentation de la « retenue de solidarité » destinée aux ports moins dynamiques.



MADRID-BARCELONE

20 ANS
EN PROJET

LGV

MADRID-SEVILLE

6 ANS



TRAINS FANTÔMES

D'après Renfe, 806 716 voyageurs ont emprunté en 2011 la ligne entre Valence et Barcelone, qui n'est toujours pas à grande vitesse. Mais il y a bien une LGV entre Guadalajara et Yebes (80 000 passagers), entre Puente Genil et Herrera (120 000 passagers) ou entre Antequera et Santa Ana (130 000 voyageurs). La même chose vaut pour certaines des autoroutes du centre de la péninsule, bien vides [à gauche], alors que 150 000 voitures circulent chaque jour par l'autoroute C-58, dans la banlieue de Barcelone.

l'Espagne. Les ministres de Franco n'avaient de toute façon pas de marge de manœuvre : l'Espagne était asphyxiée économiquement et isolée au niveau international, et qui plus est son réseau routier et ferroviaire en étoile était solidement en place depuis le début du siècle. Puis, dans les années soixante, l'Espagne commence à attirer les investisseurs et peut recommencer à investir dans les travaux publics. C'est alors qu'est lancé le Plan national d'autoroutes, qui permit à la Catalogne d'améliorer très tôt son infrastructure routière, avec des autoroutes certes à péage mais qui reliaient la Catalogne à Valence et au Pays basque. Mais toutes les nouvelles autoroutes passant par Madrid allaient bientôt être construites sans péages.

LES PÉAGES DE L'ESPAGNE DÉMOCRATIQUE

En effet, en 1984, le gouvernement du PSOE adopte le Plan routier général. Financé sur le budget de l'État, il donnait la priorité aux

LA POLITIQUE D'INFRASTRUCTURES D'ESPAGNE A L'HONNEUR DOUTEUX D'ÊTRE LA PREMIÈRE EN MATIÈRE DE VOIES À GRANDE VITESSE ET LA DERNIÈRE EN TERMES D'EFFICACITÉ

autoroutes gratuites le long des corridors radiaux qui convergent vers Madrid. Les autoroutes en service depuis près de vingt ans en Catalogne restant à péage, l'inégalité allait maintenant avoir force de loi. Une inégalité qui n'a cessé de se renforcer et qui a donné naissance à une situation inhabituelle en Europe : en Castille, en Andalousie, en Estrémadure ainsi que sur la côte Nord de l'Espagne, pratiquement toutes les autoroutes sont gratuites ; sur la côte méditerranéenne d'Alicante à Gérone, et dans la vallée de l'Èbre de Tarragone au Pays basque, c'est-à-dire dans les régions les plus industrialisées, une grande partie des autoroutes sont payantes. Par exemple, alors qu'en Catalogne 52 % des autoroutes sont à péage, elles sont toutes sans péage en Estrémadure. Au cours des dix dernières années, 6141 km d'autoroutes sans péage ont été construits, dont seulement 282 km en Catalogne (et une bonne partie de ces derniers ont d'ailleurs été financés par la Generalitat). L'origine de cette discrimination réside dans l'importance croissante accordée depuis la Transition à la cohésion territoriale et aux politiques pour promouvoir le développement par l'investissement public dans les régions avec un PIB faible, mais elle bénéficie aussi très largement à Madrid, avec un PIB équivalent à celui de la Catalogne.

LE TGV ET LES AÉROPORTS, AU SERVICE DE LA PATRIE

En 1992, Barcelone accueille les Jeux olympiques, et Séville l'Exposition universelle. C'est aussi la date de l'inauguration du premier TGV espagnol entre Madrid et... Séville. Barcelone était pourtant démographiquement et économiquement un centre bien plus important que Séville, et ouvrait la route vers la France. Mais le TGV, symbole d'un État en quête de prestige à l'international, était encore une fois l'occasion de donner la priorité aux objectifs idéologiques de construction de la nation espagnole plutôt que de tenir compte des retombées sociales et économiques des grands travaux. L'inauguration du TGV Madrid - Barcelone dut encore attendre plus de 20 ans. La politique de développement du TGV en Espagne repose sur la promesse d'une gare reliant chaque province à la capitale du royaume, et elle a coûté jusqu'à présent 45 milliards d'euros. Le résultat : l'Espagne est le pays au monde avec le plus de kilomètres de lignes à grande vitesse, devant la France, et seulement dépassée par la Chine. Des lignes toutes déficitaires, à l'image du TGV Tolède - Albacete qui ne resta que six mois en fonctionnement, avec 15 passagers quotidiens et des pertes journalières de 18 000 euros.

Un autre secteur où l'Espagne détient un record, c'est le secteur aéroportuaire. Avec 46 millions d'habitants, elle compte 52 aéroports, presque tous gérés de façon centralisée par la société publique AENA. Cette centralisation permet, au nom de la solidarité, de couvrir avec les fonds des aéroports rentables les pertes des infrastructures structurellement déficitaires. C'est ainsi que sont couverts les coûts exorbitants d'aéroports qui ne sont pas économiquement viables, tels que celui de Huesca (50 000 habitants), en Aragon, qui génère des pertes de 1608 euros par passa-

ger, le faible volume ne pouvant pas couvrir les dépenses d'exploitation. La France, avec 65 millions d'habitants, ne dispose que de 24 aéroports, rentables et gérés par le secteur privé. En Europe, seule la Roumanie possède le même système aéroportuaire que l'Espagne, qui interdit la concurrence entre aéroports et pénalise les plus rentables en les empêchant d'investir dans l'amélioration de leurs services. Une pénalisation qui épargne toutefois l'aéroport de Madrid Barajas, centre obligé des connexions intercontinentales et enfant chéri des investissements de l'État. Barcelone doit se limiter à alimenter ce *hub*, bien qu'elle ait démographiquement et économiquement le même poids que la capitale.

LA GRANDE TRANSFORMATION

Les Jeux olympiques de Barcelone en 1992 sont devenus une référence pour le bon usage qui a été fait des infrastructures construites pour les Jeux, et qui ont transformé une ville industrielle qui tournait le dos à la mer en un pôle d'attraction en matière de tourisme et de services.



L'AÉROPORT DE CASTELLÓ EST DEVENU UN SYMBOLE DU GASPILLAGE DES DENIERS PUBLICS

AÉROPORTS SANS AVIONS

Le golfeur Sergio García trouve une utilité aux pistes de l'aéroport de Castelló [photo]. Depuis son ouverture en 2011, cet aéroport, d'un coût de 170 millions d'euros (dont 124 payés par le gouvernement régional de Valence) n'a jamais pu attirer de compagnie aérienne souhaitant y opérer. Promesse électorale du PP, l'infrastructure est dotée d'une statue pharaonique de l'ancien président du conseil provincial de Castelló, Carlos Fabra, qui a coûté 300 000 euros. Les pistes de l'aéroport sont maintenant utilisées pour des courses automobiles.

RENFE, LE CADEAU EMPOISONNÉ

En 2010, l'État transfère à la Generalitat le service des trains de banlieue de Barcelone opéré par RENFE, la société des chemins de fer espagnols. La Catalogne peut désormais gérer les horaires, les tarifs et l'information aux usagers, mais l'infrastructure reste la propriété de l'État : la Catalogne ne peut donc pas investir dans l'amélioration des lignes.

Voilà pourtant des années que les usagers se plaignent des retards constants et des pannes, conséquences de décennies de sous-investissement. Madrid et Séville ont au contraire bénéficié d'investissements massifs dans leur réseau de trains de banlieue, suite au plan de transports de banlieue adopté au début des années 1990, à l'époque du président Felipe González, qui discriminait clairement Barcelone au profit de Séville et Madrid. Le budget prévu pour Barcelone était de 1,3 milliard de pesetas, tandis que la capitale espagnole recevait des investissements de 14,6 milliards, et Séville, la ville natale du président, bien moins peuplée que Barcelone et sa banlieue, 7,46 milliards. Voici la clé pour comprendre l'abandon volontaire des trains de banlieue en Catalogne, qui continue à l'heure actuelle. ▶

DANS LA LIGNE DE MIRE DEPUIS 300 ANS

« Pour le bien de l'Espagne, il convient de bombarder Barcelone au moins une fois tous les cinquante ans » déclara le général Baldomero Espartero, régent du royaume entre 1840 et 1843. Et il est vrai que, avec une marge d'erreur de dix ans, c'est bien ce qui est arrivé au cours des derniers siècles. Et même maintenant, après 30 ans de démocratie en Espagne, des voix se font entendre qui appellent à une nouvelle intervention militaire pour freiner l'actuel processus souverainiste. Des voix qui, fort heureusement, restent minoritaires.

BOMBES CONTRE CIVILS

Pendant la guerre civile espagnole (1936-39), Barcelone fut la cible de bombardements aveugles. Pendant la Seconde Guerre mondiale, Churchill exhorta les Londoniens à résister à la pluie de bombes nazies comme l'avaient fait « les courageux Barcelonais ».

« CE QU'ILS ONT FAIT AVEC LE PRÉSIDENT CATALAN, LLUÍS COMPANYS, EST UN DES CRIMES LES PLUS MONSTRUEUX DE L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ. »

JawaharLal Nehru, président indien

Le 15 octobre 1940, au petit matin, Lluís Companys, président de la Generalitat depuis 1934, est exécuté dans le château de Montjuïc à Barcelone. Il meurt pieds nus, sur le sol de son pays, en criant : « Pour la Catalogne ! » Au cours du conseil de guerre auquel il a été soumis quelques heures auparavant, la défense n'a pas pu faire comparaître de témoins. Companys, serein et conscient, malgré la gravité et l'importance du moment, rappelle à l'auditoire que « l'Histoire nous jugera tous selon nos intentions ».

Companys devenait le seul président démocratiquement élu de l'Histoire contemporaine exécuté pour des raisons politiques. Un crime d'État. Contrairement à l'assassinat du président américain John F. Kennedy en 1963, et à l'assassinat du président chilien Salvador Allende en 1973, Lluís Companys est exécuté après un procès militaire sommaire. Il est condamné par les lois militaires de la nouvelle dictature du général Francisco Franco, chef d'un régime fasciste issu de la guerre civile espagnole (1936-1939).

L'AXE MADRID-BERLIN-ROME

Huit jours après l'assassinat du président Companys, Franco rencontre Adolf Hitler à la gare d' Hendaye, à la frontière avec la France occupée, pour consolider les bonnes relations entre les deux régimes. Ils ne parlèrent pas de Companys, bien entendu. Il n'est pas mentionné non plus lors de la visite du chef des SS, Heinrich Himmler, à Barcelone le même jour, le 23 octobre 1940. Himmler était en Espagne pour confirmer la collaboration des polices allemande et espagnole dans l'arrestation et l'extradition de leurs ennemis communs. Companys était l'un d'eux, et c'est pourquoi la police nazie l'avait arrêté en France, où le président de la Catalogne s'était réfugié depuis la fin de la guerre civile. Companys fut remis par les Allemands aux autorités espagnoles, qui le torturèrent à Madrid et l'humilièrent à Barcelone au cours d'un jugement militaire sans aucune garantie juridique.

Soixante ans après l'exécution du président catalan, son défenseur lors de cette parodie de procès, le militaire franquiste Ramon de Colubí, rappelait que Companys avait été tué parce qu'il était catalaniste et non pas, comme le disait le procureur, pour incitation au désordre social : « Le problème, c'est que selon l'idéologie de l'Espagne franquiste, Companys était un ennemi ». Près de 75 ans après l'exécution de Companys, la société civile catalane et la Generalitat continuent de demander aux autorités espagnoles l'annulation du jugement qui le condamna à mort.

À ce jour, cette demande a été rejetée par plusieurs gouvernements espagnols, de droite comme de gauche. L'Espagne, pour-

tant démocratique depuis plus de trois décennies, n'a jamais demandé pardon, même symboliquement, pour les nombreux épisodes de répression contre la Catalogne et la culture catalane. En 2001, le roi Juan Carlos lui-même déclara que « jamais notre langue ne fut langue d'imposition, mais de rencontre ; nul ne fut jamais obligé de parler espagnol ». Et pourtant, dans l'Histoire moderne et contemporaine, on pourrait trouver beaucoup de raisons de demander pardon pour des faits contraires à la dignité de la Catalogne, au-delà de l'imposition de la langue espagnole. La liste des agressions contre la Catalogne commence il y a bien longtemps, le 16 janvier 1716, lorsque Philippe V, au terme de la guerre de Succession d'Espagne, promulgue le décret dit de *Nueva Planta*.

Au XIX^e siècle, la Catalogne reste un pays vaincu, sans marge de manœuvre au sein d'une Espagne centraliste qui ne veut pas faire de concessions. Le malaise des Catalans donnait lieu à de fréquentes révoltes, telle que celle qui eut lieu en novembre 1842 à Barcelone, due aux abus dans l'industrie catalane du coton. Le général Baldomero Espartero prit la situation en main et ordonna un bombardement aveugle de la ville. Ce militaire, l'un des hommes forts de la politique espagnole du XIX^e siècle, en vint même à dire que, pour le bien de l'Espagne, il convenait de bombarder Barcelone au moins une fois tous les cinquante ans.

XX^e SIÈCLE : UNE DICTATURE APRÈS L'AUTRE

En 1851, un autre militaire, le général catalan Joan Prim, prit la parole au Parlement espagnol pour demander au ministre de l'Intérieur, Bertran de Lis, quand l'Espagne pensait mettre fin à l'état d'exception en Catalogne. La réponse du gouvernement espagnol fut claire : l'état de siège en Catalogne « est une impérieuse nécessité dont nous ne pouvons nous passer à l'heure actuelle ». Après une telle réponse, on comprend mieux pourquoi Madrid, refusant de dialoguer, envoyait l'armée chaque fois qu'une grève générale éclatait en Catalogne pour demander le droit d'association.

Au début du XX^e siècle, les Catalans, toutes classes confondues, bourgeois, artisans, ouvriers, réclamaient plus d'autonomie. Mais la Catalogne, « usine de l'Espagne », figure de proue de l'économie espagnole, loin d'avancer vers plus d'autonomie législative ou politique, restait soumise à Madrid, en vertu d'un droit de conquête datant de 1714. Et même si l'Espagne tirait de l'économie catalane une bonne partie de ses recettes fiscales, la politique de Madrid continuait d'étrangler les finances de la Catalogne. Quand, en 1899, le Parlement espagnol annonce une augmentation des impôts frappant plus fortement Barcelone

LE PROCÈS QUI
CONDAMNA
COMPANYS À MORT
N'A TOUJOURS PAS
ÉTÉ ANNULÉ



LLUÍS COMPANYS ET LES « FAITS D'OCTOBRE » 1934

Le 6 octobre 1934, Companys (sur la photo, 3^e depuis la gauche) proclame l'État catalan au sein de la République fédérale espagnole, en réaction à la dérive conservatrice du gouvernement républicain espagnol (ci-dessous, le jour de la proclamation de la République). Companys et son gouvernement

sont emprisonnés jusqu'en février 1936. Une fois libérés, Companys déclare dans un discours qu'il a le sentiment que les sacrifices passés ne seront pas les derniers et que « de plus grands sacrifices nous attendent peut-être ». Avec le recul, une phrase prémonitoire.



EN 1925, L'HYMNE ESPAGNOL EST SIFFLÉ DANS LE STADE DU BARÇA. LE FONDATEUR DU CLUB, JOAN GAMPER, EST EXPULSÉ D'ESPAGNE.



LE BARÇA, PLUS QU'UN CLUB POUR LES CATALANS

Depuis sa création en 1899, le F.C. Barcelone, première organisation sportive en Catalogne, est attaché à la réalité sociale, politique et culturelle catalane, une symbiose immortalisée dans l'expression célèbre « Le Barça est plus qu'un club ». La catalanité du club a toujours été réprouvée par divers secteurs de l'Espagne anti-démocratique, ce qui a conduit à divers épisodes de répression contre le club.

L'AUTRE PRÉSIDENT FUSILLÉ

L'un des épisodes les plus dramatiques fut l'assassinat de son président, le député d'ERC Josep Sunyol i Garriga, en août 1936 par l'armée de Franco. Sunyol, homme d'affaires et député catalaniste, fut exécuté dans la Sierra de Guadarrama, en Castille, qu'il visitait pour soutenir les soldats catalans qui se battaient sur le front pour défendre Madrid et la République. En septembre 1939, bien que mort depuis trois ans, il fit à nouveau l'objet de poursuites judiciaires pour désaffection à l'égard du régime de Franco. Aujourd'hui, le Barça reste le plus puissant ambassadeur médiatique de la Catalogne à l'étranger. Et spontanément, dans les matchs qui se jouent au Camp Nou, après 17 minutes et 14 secondes de jeu, la plupart des supporters du Barça appellent à l'indépendance de la Catalogne, en souvenir de la résistance catalane contre les troupes franco-espagnoles en 1714.



JOSEP SUNYOL
PRÉSIDENT DU
F.C. BARCELONA



TOUS À CANALETES!

Avant d'être président du Barça, Sunyol avait été rédacteur en chef d'un journal situé sur la Rambla, près de la fontaine de Canaletes. Les résultats du Barça y étant annoncés, les supporters s'y rassemblaient souvent. Et la fontaine devint le lieu de célébration des victoires du club...

que Madrid, les classes moyennes catalanes décrètent la « fermeture des caisses », c'est-à-dire le refus de payer les impôts à l'État, une action à laquelle se joignirent la bourgeoisie et les ouvriers. En réponse à cette désobéissance fiscale catalane, l'état de guerre est de nouveau déclaré à Barcelone. Les demandes des Catalans sont une nouvelle fois matées à coup de sabre.

La tension politique entre la Catalogne et l'Espagne allait donc croissant à mesure que le catalanisme politique se renforçait. Et le 13 septembre 1923, le capitaine Miguel Primo de Rivera dirige un soulèvement militaire qui bénéficie de l'accord du roi d'Espagne Alphonse XIII. Malgré le soutien de certains secteurs de l'oligarchie catalane, il apparut bien vite que la nouvelle dictature ne serait guère favorable aux intérêts de la Catalogne, le nouveau régime militaire se hâtant de combattre la renaissance de la langue, de la culture et des symboles de la Catalogne, ainsi que d'interdire les partis politiques, les associations

et les institutions catalanes nouvellement créées, telles que la *Mancomunitat*.

DE LA DICTATURE À LA RÉPUBLIQUE

La dictature de Primo de Rivera remettait le centralisme espagnol au goût du jour et enterrait toute tentative d'autonomie catalane. La répression était sensible dans tous les domaines, y compris le sport. En 1925, le stade du F. C. Barcelone est fermé pendant six mois après qu'une partie des supporters du Barça aient exprimé leur mécontentement contre la dictature en sifflant la Marche Royale, l'hymne national espagnol. Outre la fermeture

du stade, le gouvernement espagnol imposa des sanctions sévères au club, et son président et fondateur, le Suisse Joan Gamper, fut inhabilité à vie et expulsé d'Espagne.

La proclamation de la Seconde République espagnole et de l'éphémère République catalane en avril 1931 marquent le début d'une ère nouvelle qui conduit au rétablissement de la Generali-

tat, et donc au rétablissement d'une partie de l'autonomie perdue en 1714. Mais malgré une certaine tolérance, en particulier dans le domaine culturel, toutes les tentatives pour doter de contenu cette autonomie sont freinées des quatre fers par Madrid.

Deux ans plus tard, le 6 octobre 1934, le président de la Generalitat, Lluís Companys, proclame l'État catalan au sein de la République fédérale espagnole [voir p. 125]. La réaction de Madrid ne se fait pas attendre et l'État catalan dure moins de dix heures. L'armée espagnole rétablit l'ordre constitutionnel, après des affrontements qui font 74 morts et 252 blessés.

BRUIT DE BOTTES

Le gouvernement espagnol profite de cette situation pour mettre en œuvre une répression sévère en Catalogne, avec 3400 prisonniers politiques, parmi lesquels Companys et les autres membres de son gouvernement, condamnés à trente ans de prison. La rébellion de la Generalitat justifiait aussi aux yeux de Madrid la suspension de l'autonomie catalane, l'imposition de l'espagnol comme unique langue officielle de l'administration et l'interdiction des activités des partis politiques, des syndicats et des associations catalanistes ou de gauche. C'est l'époque où José Antonio Primo de Rivera, chef de la Phalange espagnole, un parti politique inspiré par le fascisme italien de Mussolini, déclare au Parlement espagnol : « Ce que doit faire Monsieur le Président, c'est nous laisser nous taper dessus une bonne fois pour toutes ! » Un avant-goût de la guerre civile qui allait éclater dix-huit mois plus tard.

Le 18 juillet 1936, le général Francisco Franco dirige un énième coup d'État, contre le gouvernement de la République. Ce qui alimentait le malaise des militaires, d'une bonne partie de la droite et de l'Église espagnole, c'était, entre autres, la question catalaniste, qui s'opposait à leur idée d'une Espagne centraliste et unitaire. Pas étonnant par conséquent qu'une certaine presse espagnole propose pendant la guerre la disparition de la Catalogne. *El Norte de Castilla*, un journal de Valladolid, dans la zone contrôlée par les franquistes pendant la guerre, publia un article le 25 août 1936 proposant le rattachement de la Catalogne à sa région voisine et hispanophone, l'Aragon : « Laissons que les Aragonais règlent son compte à tout ce qui, sous les ruines encore fumantes, sentirait le catalanisme. L'Aragon hispanisera la Catalogne. ».

LA CATALOGNE, DE NOUVEAU SOUMISE AU DROIT DE CONQUÊTE

Comme l'expliquent les historiens Josep-Maria Solé i Sabaté et Joan Villaroya, pendant les trois années de guerre et d'après-guerre, la répression des vainqueurs s'exprima « de diverses façons : sur le plan politique, social, idéologique, sur le lieu de travail, et, dans le cas de la Catalogne, par le biais d'une tentative de génocide culturel visant à éradiquer son caractère national ... ».

À la fin de la guerre, Franco ne laissa aucun doute sur ses intentions en Catalogne : « En ce qui concerne le sort futur de la Catalogne, il nous faut dire que c'est là une des causes fondamentales de notre soulèvement. Si nous abandonnions la Cata-

LA LONGUE NUIT FRANQUISTE

Communistes et démocrates-chrétiens, syndicalistes et patrons, artistes et étudiants : pour Franco, tous étaient suspects, et encore plus s'ils étaient catalanistes. Les documents rassemblés par Juan José del Aguila, docteur en droit et juge au Tribunal des affaires sociales de Madrid, indiquent que, sur 8943 jugements rendus par le TOP (le Tribunal d'ordre public créé en 1962 pour remplacer les tribunaux militaires), 1697 concernaient des personnes arrêtées en Catalogne ou des Catalans résidant hors de Catalogne. À partir de 1969, l'augmentation de la répression conduit à l'ouverture d'un second TOP en 1972.

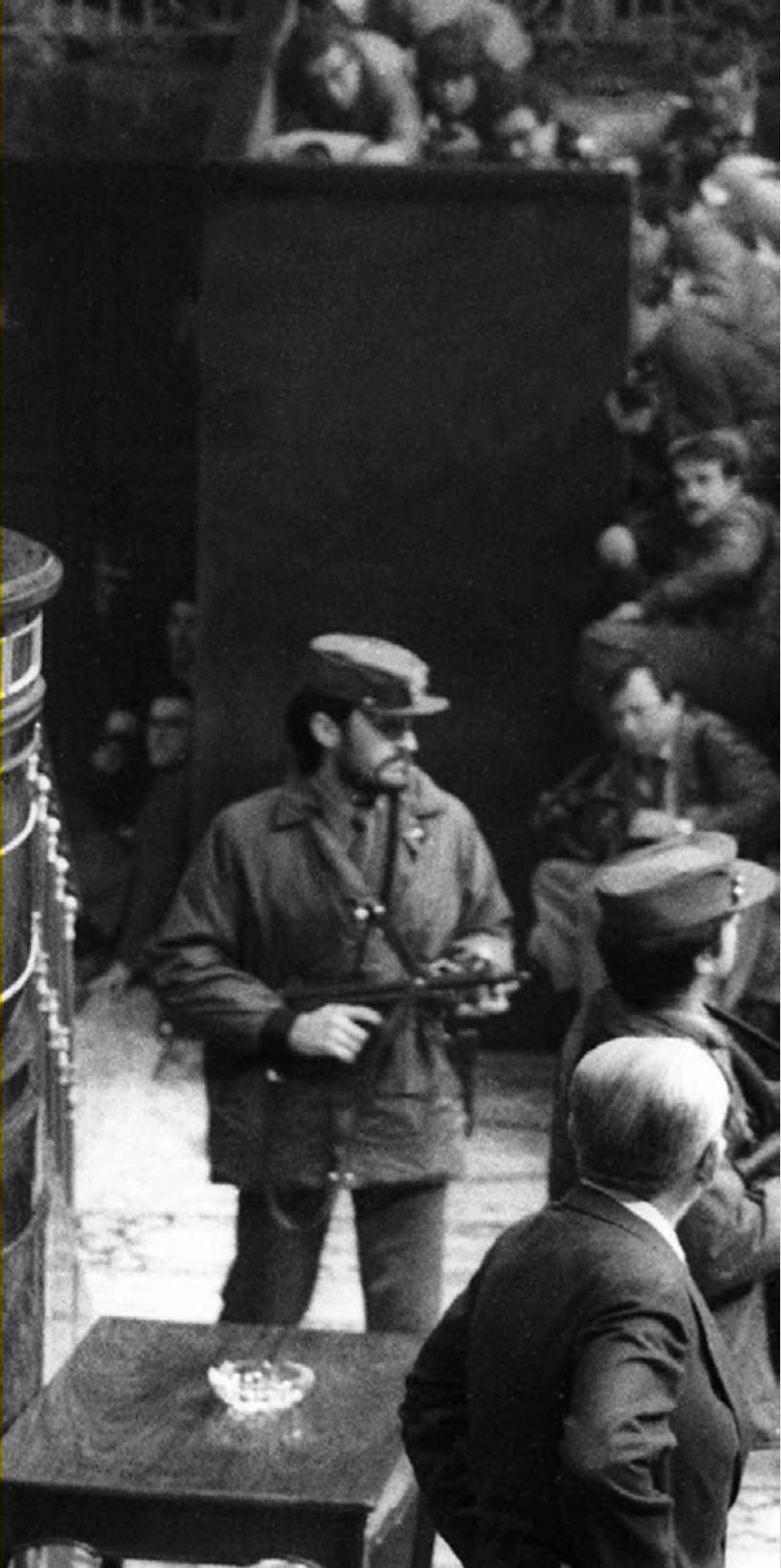


Manifestation contre la censure, 1976

ON ESTIME QUE
IL Y EUT
300 000
JUGEMENTS
MILITAIRES DURANT LE
FRANQUISME



Répression policière dans les rues de Barcelone, 1976



« NOUS AVONS LA CATALOGNE SOUS LA POINTE DE NOS BAYONNETTES. »

Déclarations de Ramón Serrano Suñer, futur ministre franquiste, au journal nazi *Völkischer Beobachter* en 1939.

logne à son destin, elle deviendrait un grave péril pour l'intégrité de la Patrie. »

Avec la victoire du fascisme lors de la guerre civile espagnole, la Catalogne se retrouve une nouvelle fois soumise au droit de conquête. Les responsables politiques sont poursuivis, leurs biens sont saisis, de multiples peines de mort et de prison sont prononcées lors de procès sommaires sans aucune garantie juridique. La soif de vengeance n'a pas de bornes. Rien qu'au Camp de la Bota à Barcelone, une plage paisible à l'heure actuelle, 1734 personnes sont exécutées dans les pires moments de l'après-guerre.

Les perspectives étaient très sombres pour la Catalogne, ruinée économiquement et moralement. Menacés par la vengeance que ne manquerait pas d'exercer le nouveau régime de Franco, des milliers de Catalans prennent la route d'un exil incertain et durable. Pendant ce temps, en Catalogne, les troupes d'occupation prennent le contrôle politique, social, économique et culturel du pays. Plus de 18 000 fonctionnaires de la Generalitat sont renvoyés, et l'institution est une nouvelle fois abolie. La langue et la culture catalanes sont délibérément étouffées. Tout symbole catalan devait être exterminé, et on force même les parents à hispaniser les noms de leurs enfants. Il fallait aussi saluer le drapeau espagnol le bras levé et chanter des hymnes fascistes tels que *Cara al sol*. C'était le début d'une longue période marquée par l'absence de liberté et la persécution du catalanisme.

de la cérémonie, le chœur chanta *El cant de la senyera*, le Chant du drapeau, un poème de Maragall qui est aussi un hymne catalaniste. La cérémonie fut alors suivie de l'arrestation et de l'emprisonnement de personnages importants, comme Jordi Pujol, futur président de la Generalitat entre 1980 et 2003.

DES TÉNÈBRES FRANQUISTES AUX OMBRES DE LA TRANSITION

Mais malgré cette persécution continue, le catalanisme politique parvient à créer, au début des années soixante-dix, une Assemblée de Catalogne regroupant la plupart des partis politiques, des syndicats et des organisations sociales qui demandaient « la liberté, l'amnistie et l'autonomie ». L'affaiblissement physique de Franco s'accompagnait paradoxalement d'un durcissement de la dictature, comme en témoigne l'exécution le 2 mars 1974 du militant anti-franquiste catalan Salvador Puig Antich, exécuté à l'aide d'un garrot à Barcelone en dépit des protestations internationales, y compris celle du Saint-Siège. Ce ne sera pas la dernière exécution. En 1975, année de la mort du dictateur, il y en aura cinq autres.

1734
EXÉCUTÉS AU
CAMP DE LA BOTA
À BARCELONE

En 1978, la Constitution espagnole est approuvée : c'est le retour à la démocratie. La Constitution était un accord *a minima* pour lequel les forces catalanistes majoritaires durent faire des concessions importantes en vue d'assurer la transition vers la démocratie. Ainsi, la Constitution introduit le suffrage universel et la liberté d'association et de la presse, mais ne reconnaît pas le droit à l'autodétermination, un droit pourtant inaliénable de tous les peuples du monde selon une résolution de l'ONU du 14 décembre 1960. L'inconstitutionnalité de l'autodétermination est l'un des arguments les plus répétés par les hommes politiques espagnols pour refuser tout changement au statu quo espagnol. Les principales forces politiques en Catalogne soutiennent au contraire qu'une Constitution rédigée dans les circonstances très difficiles de la Transition (avec bruits de sabre et une tentative de coup d'État le 23 février 1981) ne saurait faire obstacle à la volonté de la majorité du peuple près de trois décennies plus tard.

Qui plus est, les deux principaux partis espagnols ont bien prouvé que la Constitution n'est pas coulée dans le marbre, puisqu'ils convinrent en août 2011 de la modifier pour y introduire la « règle d'or », l'obligation de stabilité budgétaire. Le problème catalan n'est d'ailleurs pas le seul pour lequel une réforme constitutionnelle a été demandée : réforme du Sénat, égalité entre hommes et femmes dans la succession à la couronne, modèle territorial ou règles électorales sont d'autres changements proposés et bien vite enterrés par le pouvoir, qui craint que tout changement n'ouvre la boîte de Pandore du modèle territorial. ▶

LES DERNIERS COUPS DU FRANQUISME

La dictature s'appuyait sur la loi relative aux responsabilités politiques pour imposer la terreur par la répression policière et judiciaire, accompagnée d'un contrôle féroce et d'une censure des publications, du théâtre, du cinéma et de l'école. De nombreuses personnes furent frappées par les purges et exclues de la fonction publique ou de l'exercice de certaines professions en raison de leur passé politique ou parce qu'elles n'avaient pas soutenu le soulèvement militaire de juillet 1936.

En 1963, bien que la guerre ait pris fin près d'un quart de siècle auparavant, le gouvernement de Franco crée le Tribunal d'ordre public, qui persécutera dirigeants syndicaux, étudiants, franc-maçons, et bien entendu tous les catalanistes. Certaines des actions organisées par les catalanistes eurent malgré tout une forte répercussion politique, comme par exemple ce que l'on connaît comme les « faits du Palais », ayant eu lieu au Palais de la musique catalane. C'est là que, le 19 mai 1960, une cérémonie fut organisée en l'honneur du centenaire de la naissance du poète Maragall, grand-père de celui qui allait être bien plus tard maire de Barcelone et président de la Generalitat, Pasqual Maragall. Lors

LE JOUR OÙ LA DÉMOCRATIE VACILLA

La tentative de coup d'État du 23 février 1981 échoua après un message télévisé du Roi Juan Carlos demandant aux militaires de retourner dans leurs casernes. Les trois principaux instigateurs du coup d'État furent jugés et condamnés. Les autres ne furent jamais jugés, ou furent condamnés à des peines

minimes ou acquittés. C'est le cas du colonel Joaquín Valencía Remón, responsable de l'irruption des militaires dans les studios de la télévision espagnole. Ou du colonel José Valdés Cavanna, qui faillit faire sortir les tanks dans les rues de Barcelone. Tous deux furent promus peu après.

LE CATALAN, POUR S'INTÉGRER

À l'heure actuelle, la Catalogne compte 15 % d'étrangers. Des cours gratuits de catalan, des bénévoles pour faire un « duo d'échange linguistique »... La route de l'intégration passe par le catalan.

QUI VEUT APPRENDRE LE CATALAN ?

En 2013, 6000 personnes apprennent le catalan dans 150 universités du monde entier. Certaines universités comme Paris, New York, Montréal, Londres et Stanford ont des chaires ou des centres d'études qui se consacrent à la langue et à la culture catalanes.



11

CROISADES CONTRE LA LANGUE

En voyage, on prend souvent les Catalans pour des Italiens. Mais si l'on tend bien l'oreille, les doutes surgissent. Non, ce n'est pas de l'italien, même si ça y ressemble. « *Mais que parlent-ils donc ?* » N'y tenant plus de curiosité, on pose la question. « *Excusez-moi, quelle langue parlez-vous ?* » La réponse contient toujours le mot magique, Barcelone, et celui qui complique tout, Espagne. L'interlocuteur est perplexe. « *Le catalan, c'est un dialecte espagnol ?* » Non, c'est une langue, comme le français ou l'espagnol, mais... Le voyageur catalan l'a peut-être expliqué plus de cent fois, mais il va s'efforcer d'être clair, comme si c'était la première fois.

C'est déjà ce que faisait l'historien Josep Benet à l'époque du franquisme. Comme il l'explique dans un article publié dans la revue *Serra d'Or* en 2002, l'une de ses tâches en tant que membre du mouvement clandestin anti-franquiste, c'était de recevoir les journalistes étrangers intéressés par la situation catalane sous la dictature. Benet a ainsi rencontré Peter Benenson, futur fondateur d'Amnesty International, ou l'écrivain Indro

Montanelli. Il leur expliquait le génocide culturel contre la Catalogne mis en œuvre par le régime franquiste depuis 1939, mais ce n'était pas facile car, selon Benet, « *ils ignoraient l'existence d'une Catalogne autonome avant la victoire de Franco [...] Beaucoup croyaient que le catalan était un dialecte espagnol sans littérature* ». L'historien leur montrait alors les journaux et les magazines d'avant-guerre ou les classiques de la littérature traduits en catalan, comme ce volume des œuvres complètes de Shakespeare, sans doute la seule édition au monde du dramaturge anglais à avoir été interdite.

UNE PERSÉCUTION DU CATALAN QUI COMMENCE SOUS LOUIS XIV

La répression de la langue et de la culture catalanes par la dictature de Franco n'est pas un événement isolé, mais l'aboutissement d'une longue persécution qui a paradoxalement commencé non pas en Espagne mais en France. Au milieu du XVII^e siècle, le Portugal et la Catalogne se révoltent contre Philippe IV d'Espagne pour reprendre leur indépendance. Si le Portugal est

« ILS AIMENT PASSIONNÉMENT LEUR PATRIE (...) ET ILS NE PARLENT QUE LEUR LANGUE MATERNELLE »

José Patiño, parlant de l'ancien monolinguisme catalan à ses supérieur de Madrid. 1715

NUEVA PLANTA
DE LA
REAL AUDIENCIA
DEL
PRINCIPADO
DE
CATALUÑA,
ESTABLECIDA
POR SU Magestad,
CON DECRETO DE DIEZ Y SEIS
de Enero de mil setecientos y diez y seis.



victorieux, la Catalogne échoue, et le Roussillon, le Conflent et la Haute Cerdagne (les actuelles Pyrénées-Orientales) passent à la France. Dès 1700, Louis XIV signe un édit interdisant l'usage du catalan dans l'administration, car « *cet usage répugne et est contraire [...] à l'honneur de la nation française* ».

L'IMPOSITION D'UN MODÈLE POLITIQUE ET LINGUISTIQUE

Au sud des Pyrénées, la persécution du catalan ne commence qu'après la guerre de Succession. En 1707, Philippe V de Bourbon avait « *jugé convenant, [...] de réduire tous ses Royaumes d'Espagne à l'uniformité des mêmes lois, usages et tribunaux, en les soumettant tous aux Lois de Castille* ». Le nouveau roi indiquait clairement quelle serait son action après la conquête de la Catalogne. Depuis la Renaissance, certaines monarchies avaient tenté d'imposer une langue dans leurs territoires. C'est ce qu'avait fait l'Angleterre au Pays de Galles (1535), François I^{er} en France (édit de Villers-Cotterêts en 1539) et le roi d'Espagne Philippe IV aux Amériques (1636). Par conséquent, une fois la Catalogne défaite militairement en 1714, la monarchie espagnole ju-

JOSÉ
PATIÑO

PRO-BOURBON



geait légitime d'imposer son modèle politique et linguistique.

Mais passer de la théorie à la pratique était plus compliqué. Les nouvelles autorités se trouvaient face à un obstacle inattendu : la majorité des Catalans ne comprenaient pas l'espagnol. Et ceux qui l'avaient étudié ne l'utilisaient pas dans la vie de tous les jours, comme l'explique, perplexe, José Patiño, bras droit de Philippe V en Catalogne, à ses supérieurs : « *Ils aiment passionnément leur patrie [...] et ils ne parlent que leur langue maternelle.* »

Ce monolinguisme exposé par Patiño est une des raisons pour lesquelles le décret de *Nueva Planta* fut adopté en 1716, le premier texte espagnol s'attaquant officiellement au catalan. Ce témoignage est aussi essentiel à l'heure actuelle pour une autre raison : il montre que les Catalans n'étaient pas bilingues depuis le Moyen Âge, comme l'affirment encore certains historiens espagnols. D'autres vont même plus loin et soutiennent que le catalan n'a jamais été interdit, que l'espagnol n'a

IMPOSITION À L'ÉCOLE

Les tentatives espagnoles de s'attaquer au catalan à l'école remontent au XVIII^e siècle et continuent à l'heure actuelle, comme en témoigne la loi sur l'éducation que vient d'adopter Madrid.

jamais été imposé, comme l'avait déclaré le roi Juan Carlos lui-même dans un discours en 2001.

L'ÉCOLE, LE PRINCIPAL CHEVAL DE BATAILLE

Au fil des années, l'imposition de l'espagnol se fit plus drastique, comme le prouve la charte royale signée par le fils de Philippe V, Charles III, qui, pour la première fois, interdisait l'enseignement du catalan dans les écoles. Pour l'appliquer, les écoles de Majorque demandent aux enseignants de « *donner tous les lundis à un des élèves un anneau en métal, en les avertissant qu'il est interdit de parler nul-*

le autre langue à l'école que le castillan. » Chaque fois qu'un enfant parle catalan, on lui passe l'anneau, et après une semaine, le dernier enfant portant l'anneau est puni. C'est le principe du « signe » aussi utilisé en France. L'interdiction de Charles III ne se limitait pas à l'école, mais concernait aussi l'édition de livres, les actes de baptême, de mariage et de décès. Au-delà de la langue, le but visé était l'assimilation du peuple catalan, nécessaire à

la construction d'une nouvelle nation : la nation espagnole. C'est pour construire cette nation qu'est choisi l'hymne actuel en 1770, qu'est établie l'obligation d'étudier le Compendium de l'Histoire de la nation en 1771, et qu'est choisi un drapeau en 1785.

INTERDIT DE MOURIR EN CATALAN

Au début du XIX^e siècle, la langue catalane est donc interdite dans l'administration publique, les écoles, les églises, les tribunaux, la comptabilité, l'édition de livres ou de chansons. Tous les gouvernements du XIX^e siècle étendent l'interdiction du catalan : aux épitaphes dans les cimetières (1838), aux affiches des commerces et aux noms de rue (1860), aux actes notariés (1862), aux pièces de théâtre (1867), et même au téléphone (1896). C'est à ce moment qu'apparaît la notion de langue nationale, l'espagnol, et de langue régionale, le catalan, ce qui sous-entendait l'idée de patois. L'espagnol était au contraire la langue prestigieuse, la langue de la science et de la culture, et l'on affirmait qu'il fallait l'imposer pour faciliter l'accès des citoyens à l'enseignement supérieur. Mais ce projet d'unification linguistique allait pourtant échouer en Espagne.

LE CONTEXTE QUI VIT NAÎTRE LE MODERNISME

Car l'économie catalane avait le vent en poupe, surtout depuis que le commerce entre l'Amérique et la Catalogne avait été libéralisé en 1778, mettant fin à un monopole castillan en vigueur depuis l'époque de Christophe Colomb. L'essor du commerce alla de pair avec un fort processus d'industrialisation de la Catalogne, qui devint une puissance dans l'industrie textile. Tout cela fit apparaître une bourgeoisie catalane qui deviendra le mécène d'artistes et d'architectes. Ce facteur, combiné à une puissante classe ouvrière réunie dans des associations culturelles catalanes, contribua à l'émergence du catalanisme politique et à la revendication de l'usage du catalan comme langue littéraire, un mouvement appelé la *Renaixença*. Un de ses principaux représentants était le poète Verdaguer, un ami d'Antoni Gaudí et de son mécène, l'industriel Eusebi Güell.

En effet, le Modernisme, que l'on connaît aujourd'hui surtout grâce aux œuvres du génial architecte, était la transcription dans l'architecture de l'effervescence littéraire catalane. Suivant les traces de l'Art nouveau en France et en Belgique, l'art catalan connaît un essor exceptionnel, dans l'architecture (avec Gaudí et Domènec i Montaner), la peinture (Casas, Rusiñol), la sculpture (Llimona)...

L'un des grands intellectuels castillans de la seconde moitié du XIX^e siècle, Marcelino Menéndez Pelayo, résumait ainsi les secrets de cette résurgence propre au phénix : « *La vengeance fière et abominable du premier roi de la dynastie française n'atteignit pas l'âme de la Catalogne [...] Ses institutions détruites, le grand esprit qui les animait continua de flotter sur les ruines fumantes de Barcelone l'héroïque [...] Le droit civil catalan résista pour l'essentiel [...] et la langue catalane ne cessa jamais d'être écrite dans des œuvres sacrées et profanes* ».



Saint Georges par Pere Niçard



UN LIVRE ET UNE ROSE LE 23 AVRIL

La Saint-Georges, jour du saint patron de la Catalogne, le 23 avril, est l'une des fêtes les plus populaires en Catalogne. C'est de nos jours l'occasion de s'offrir des livres et des roses, entre parents, amis et même entre collègues. On en trouve déjà des traces dans des documents du XV^e siècle et elle a pour origine la fête des amoureux, créée deux siècles auparavant par le roi Jacques I^{er} et au cours de laquelle les amants s'offraient des roses. En 1930, la dictature de Primo de Rivera tenta d'hispaniser cette fête patriotique catalane en la transformant en une sorte de fête du livre, étant donné que Cervantes (et Shakespeare) étaient décédés un 23 avril. Cependant, loin d'atteindre son but, cette curieuse combinaison de livres et de roses a contribué à enraciner davantage encore la fête, au cours de laquelle de grands écrivains, catalans et étrangers, signent leurs livres dans la rue.

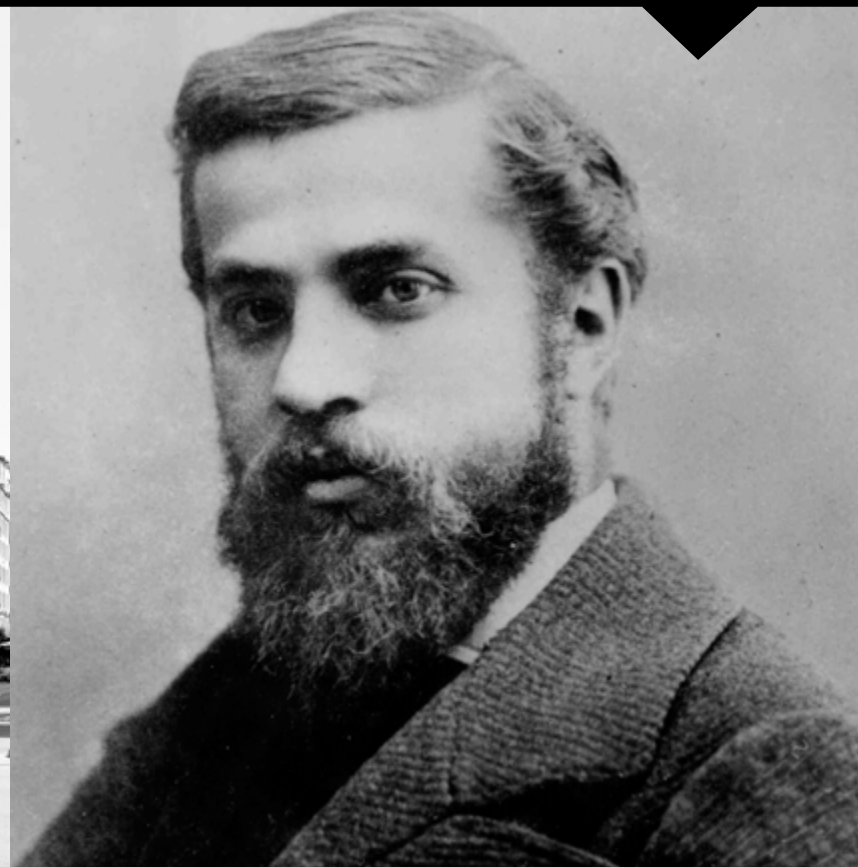


GAUDÍ, EMPRISONNÉ

En 1924, Antoni Gaudí refuse de parler espagnol à un policier. Nous sommes en pleine croisade anti-catalane de la dictature de Primo de Rivera et Gaudí, qui avait alors 72 ans, est arrêté et emprisonné. L'architecte défendait aussi très clairement le catalan chaque fois qu'un personnage illustre visitait les travaux de la Sagrada Família : l'architecte leur parlait toujours catalan, même lorsque le visiteur était le roi d'Espagne Alphonse XIII.



La Pedrera. Barcelone



LA RECONNAISSANCE EXCESSIVE DU CATALAN FUT UN DES ARGUMENTS EMPLOYÉS POUR DÉFENDRE LE COUP D'ÉTAT DU 23 FÉVRIER 1981

Menéndez Pelayo, fin connaisseur de l'Histoire et de la culture catalanes, était malheureusement assez isolé en Castille. Comme le montrent de nombreux articles publiés à Madrid à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, qui, loin de voir la langue et la culture catalanes comme une richesse faisant honneur à toute l'Espagne, les percevaient comme une insulte et une menace. Alors que la Catalogne s'efforçait de rendre au catalan son officialité, une certaine interprétation de l'Histoire voyait le jour à Madrid pour justifier son statut non-officiel, des manipulations répétées depuis dans la politique et dans les médias et qui ont fini par être intégrées par une partie de l'opinion publique espagnole. Certains soutenaient ainsi que le catalan n'avait jamais été la langue officielle des *Corts de Catalogne* (le Parlement catalan avant 1714), alors que tous les procès-verbaux des séances sont dans cette langue (Menéndez Pidal, 1902). On dit aussi qu'« aucun peuple ne s'opposa jamais au catalan » (Tubiño, 1880) en pleine époque d'interdictions.

CES INTELLECTUELS CASTILLANS QUI DÉFENDENT LE CATALAN

Au XX^e siècle, la dictature de Primo de Rivera ouvre une nouvelle vague de répression. Le 18 septembre 1923, cinq jours après le coup d'État, le général interdit le drapeau catalan et l'utilisation écrite du catalan dans les organismes publics et dans les associations, et il fait également fermer quarante-six associations jugées trop patriotiques. La répression fut telle qu'une chose inhabituelle se produisit en mars de l'année suivante : 116 écrivains castillans signèrent un manifeste en défense du catalan. Parmi les signataires, Federico Garcia Lorca, poète qui allait plus tard être exécuté pendant la guerre civile espagnole, l'intellectuel José Ortega y Gasset et Manuel Azaña, futur président de la République espagnole lors de la guerre civile.

Le manifeste fit de l'effet et Madrid organisa en 1927 un salon du livre en catalan. Luis Araquistáin déclara alors au journal *La Voz* : « Ces six mille volumes que nous présente l'exposition ne sont pas, comme le voudraient certains catalanophobes, l'expression d'une hispanophobie, mais tout simplement un besoin linguistique. [...] Il est normal que les Catalans écrivent en catalan, parce que c'est la langue dans laquelle ils s'expriment [...] et parce qu'elle a de nombreux lecteurs. Un livre de Platon publié en catalan a été vendu à 4000 exemplaires en deux ans ».

LE GÉNOCIDE CULTUREL FRANQUISTE

Après la chute de Primo de Rivera en 1930, et la proclamation de la République en 1931, le cata-

lan redevient officiel et la Catalogne récupère une certaine autonomie politique. Mais l'octroi d'un Statut d'autonomie à la Catalogne et le fait que d'autres régions espagnoles réclament désormais leur autonomie, provoque un débat houleux à Madrid sur l'organisation territoriale de l'État républicain. Des déclarations telles que « *Plutôt la guerre civile que l'autonomie* » dans le journal *El Imparcial*, ne sont pas seulement prémonitoires, elles montrent qu'il est très réducteur de ne voir dans la guerre civile espagnole qu'un conflit droite-gauche.

C'est un fait que la crainte d'une partition de l'Espagne à cause de la prolifération des statuts d'autonomie rendait légitime, pour certains, un soulèvement franquiste fondé sur le nationalisme espagnol. Comme l'illustre le général franquiste Queipo de Llano dans une de ses déclarations incendiaires : « Nous ferons de Madrid un verger, de Bilbao une usine, et de Barcelone un immense terrain vague ». Mais la Catalogne n'était pas seulement la cible des franquistes. Du côté républicain, le sentiment que la Catalogne avait précipité la guerre provoqua un certain rancœur : quand en 1938 Franco abolit le statut d'autonomie de la Catalogne et ôta au catalan son caractère officiel, beaucoup de républicains ne versèrent pas de larmes.

Le franquisme prétendit apporter une « solution finale » au problème de la langue et de la culture catalanes. Franco était convaincu qu'en déracinant le catalan de la vie publique catalane, en supprimant toutes ses institutions culturelles, et en interdisant à l'école et à l'université, il ferait disparaître la Catalogne comme nation. Et le fait que presque tous les intellectuels catalans aient été contraints à l'exil pouvait aussi y contribuer. Un des lieux emblématiques de cet exil culturel était la maison du compositeur Pau Casals à Prades, en Catalogne française. Casals délaissa la musique pour se consacrer à envoyer de l'aide aux réfugiés catalans, parmi lesquels des grands noms des lettres catalanes tels que Mercè Rodoreda, Pompeu Fabra ou Pere Calders.

Mais aucune loi ne pouvait empêcher les parents, dans les foyers, de continuer à parler catalan avec leurs enfants, comme cela avait toujours été le cas depuis 1714. Les revues et les œuvres littéraires en catalan continuaient aussi de circuler clandestinement. Mais, c'est la musique qui réussit à briser le silence imposé par le franquisme. Au début des années soixante, un groupe de jeunes chanteurs-compositeurs, parmi lesquels Lluís Llach, Raimon et Joan Manuel Serrat, lancèrent le mouvement connu comme la *Nova Cançó*, dont les chansons allaient désormais ac-

LE CATALAN EST
LA 9^e LANGUE LA PLUS
PARLÉE DANS L'UE,
ET LA 2^e DANS LA
PÉNINSULE IBÉRIQUE,
DEVANT LE PORTUGAIS



CE QUE VOUS NE SAVEZ (PEUT-ÊTRE) PAS SUR LE CATALAN

- 1 Le site **Wikipedia** en catalan est, après la version anglaise, la deuxième version la plus ancienne de la célèbre encyclopédie en ligne. C'est aussi la quinzième version en nombre d'articles, alors que, compte tenu du poids démographique de la communauté de langue catalane, elle devrait normalement être la cinquantième ou la soixantième.
- 2 Les **Homélies d'Organyà** sont le plus ancien texte littéraire écrit en catalan. Elles datent de la fin du XII^e ou du début du XIII^e et c'est un fragment de sermon pour le prêche de l'Évangile.
- 3 L'**Hymne du Barça** est en catalan. Pendant la répression franquiste, l'hymne et le drapeau de la Catalogne étant interdits, porter le drapeau du F.C. Barcelone et chanter son hymne dans le stade étaient un symbole de l'identité catalane.
- 4 **Raymond Lulle** est le premier auteur important en catalan et le premier à utiliser une langue romane pour transmettre un savoir philosophique et théologique, domaine jusque-là réservé au latin. Aujourd'hui, l'*Institut Ramon Llull* veille à la diffusion de la langue catalane de par le monde.
- 5 Le chanteur-compositeur catalan Joan Manuel Serrat devait représenter l'Espagne au **Concours de l'Eurovision de la chanson** de 1968. Mais quelques jours auparavant, on lui interdit de chanter une partie de la chanson en catalan. Il refusa alors de participer et fut remplacé par la chanteuse Massiel, qui gagna le concours.
- 6 **Tirant lo Blanc**, écrit par le valencien Joanot Martorell au XV^e siècle, est l'un des meilleurs romans de la littérature chevaleresque. Dans *Don Quichotte* c'est le seul livre que Miguel de Cervantes empêche d'être brûlé lors d'une scène célèbre du roman.



compagner les manifestations organisées par des réseaux politiques clandestins qui revendiquaient la récupération des institutions catalanes et le retour de la démocratie.

RÉSISTANCE CLANDESTINE

Dans ces milieux clandestins, la persécution du catalan était associée au régime d'extrême-droite du général Franco, ce qui laissait entendre que la gauche espagnole avait toujours été respectueuse de la langue catalane. Mais pour l'historien spécialisé dans la persécution politique du catalan Francesc Ferrer i Gironès, l'Histoire prouve le contraire. Les événements ultérieurs, après la Transition et le retour de la démocratie, lui donnent malheureusement raison. Entre l'adoption de la Constitution en 1978 et 2002, Ferrer i Gironès dénombre plus de cent cinquante textes émanant des pouvoirs législatifs, judiciaires et exécutifs espagnols qui prévoient un usage obligatoire de l'espagnol et seulement facultatif du catalan.

L'ANTICATALANISME : UNE ARME ÉLECTORALE DEPUIS 1978

C'est aussi depuis le retour de la démocratie que se sont le plus développés les efforts pour effacer l'unité linguistique ancienne existant entre la Catalogne, Valence et les Baléares. Ce processus commence en 1978 et consistait à opposer Valence et la langue des Valenciens à la Catalogne et au catalan (mais jamais

LE CAMP NOU, ESPACE DE CATALANITÉ

Le stade du Barça est plein à craquer chaque fois qu'on y défend la langue, la culture et la nation catalanes. Tout le monde garde en mémoire le récital organisé en 1981, le concert du chanteur Lluís Llach en 1985 (à gauche) et le Concert pour la liberté qui y a eu lieu en juin 2013 (ci-dessus), au cours duquel une centaine de milliers de personnes revendiquèrent le droit du peuple catalan à décider librement et démocratiquement de son avenir.

à l'Espagne et à l'espagnol). Durant les années 1980 et 90, cette stratégie classique du « diviser pour mieux régner » commença à être appliquée également aux Baléares, et elle y aboutit à la marginalisation des personnes et des institutions qui militaient pour l'unité des territoires traditionnellement de langue et de culture catalanes dans l'ancienne Couronne d'Aragon. Elle continue de nos jours : en 2013, le Parlement aragonais a voté une loi rebaptisant le catalan, parlé dans l'est de la région, « langue aragonaise propre de l'aire orientale ». Ou comment inventer une langue, le LAPAO, pour nier l'unité du catalan. À la fin du XX^e siècle et au début du XXI^e siècle, les attaques

contre le catalan se font de plus en plus répétées. À l'époque du dernier gouvernement présidé par Felipe González, qui gouvernait en minorité avec le soutien parlementaire du parti catalan CiU, le *Partido Popular*, principal parti d'opposition dirigé par José-María Aznar chercha à déstabiliser le gouvernement espagnol en lançant une campagne médiatique contre la Catalogne et en faisant de la langue catalane son cheval de bataille. Lorsque, après les élections, il se trouva que le PP avait à son tour besoin de l'appui de CiU pour gouverner, Aznar adoucit son discours en disant qu'il lisait et parlait le catalan « en privé ». Et de fait, lorsque le PP se retrouve dans l'opposition ou s'il arri-

LA VITALITÉ DU CATALAN SUR INTERNET MONTRE À QUEL POINT LA SOCIÉTÉ S'ENGAGE POUR PALLIER LES INSUFFISANCES OFFICIELLES

LE CATALAN
EST LA
8^E LANGUE
LA PLUS UTILISÉE
POUR LES BLOGS



Mishima

Mercè Rodoreda



Pa negre



ve au pouvoir avec une majorité absolue, les campagnes médiatiques contre le catalan reprennent. Inutile de passer des heures dans les archives pour trouver toute une série de phrases, parfois ridicules, parfois machiavéliques, dans la bouche de politiciens, d'intellectuels et d'universitaires que les journaux, la radio et la télévision répètent et amplifient. La liste est longue, divers recueils en ont déjà été publiés en Catalogne, et elle continue de s'allonger. Au-delà des mots, diverses lois contraaires à la langue catalane ont aussi été votées, au motif que, en Catalogne, l'espagnol serait menacé par le catalan. La dernière en date est la nouvelle loi espagnole sur l'éducation, votée en 2013, qui veut réduire la place du catalan à l'école, au motif que les enfants catalans ne parleraient pas assez bien l'espagnol, même si les études prouvent le contraire. Le ministre a d'ailleurs admis que son but était « l'hispanisation des enfants catalans ». Et il ne faut pas oublier l'attaque la plus importante, l'arrêt de la Cour constitutionnelle espagnole de 2010, qui laminait le Statut d'autonomie adopté en 2006, notamment en ce qui concerne la protection du catalan.

5 LIVRES QUE NOUS VOUS RECOMMANDONS

Les voix du Pamano, Jaume Cabré (2008)
La peau froide, Albert Sánchez Piñol (2002)
La Place du Diamant, **Mercè Rodoreda** (1962)
Gloire incertaine, Joan Sales (1956)
Tirant le Blanc, Joanot Martorell (1490)

Toutes ces campagnes médiatiques et ces attaques ont provoqué chez les Catalans un sentiment d'immense fatigue, comme si l'on était arrivé à une impasse et qu'essayer de s'expliquer était vain. Un sentiment de frustration aussi, en voyant beaucoup d'Espagnols nés et éduqués après le retour de la démocratie faire preuve d'une profonde ignorance de l'Histoire et de la

5 CHANSONS D'AUJOURD'HUI ET D'HIER

Alegria, Antònia Font
Paraules d'amor, Joan Manuel Serrat
L'Estaca, Lluís Llach
Veles e vents, Raimon
L'amor felïç, **Mishima**

réalité de la Catalogne. Des Espagnols qui disent que la langue espagnole est menacée en Catalogne, alors que la part de marché des chaînes de télévision en espagnol y est de 75 %. Alors que la langue la plus menacée par les vagues d'immigration et par l'absence d'un État qui la protège vraiment, est le catalan. Mais c'est aussi une langue qui est adoptée par les immigrants, hispano-

5 FILMS À NE PAS MANQUER

Pa negre, Agustí Villaronga (2010)
Salvador, Manuel Huerga (2006)
Els sense nom, Jaume Balagueró (1999)
Amic/Amat, Ventura Pons (1998)
Tres dies amb la família, Mar Coll (2009)

phones et autres. Une langue moderne, fortement présente sur Internet, huitième langue de la blogosphère, quatorzième langue sur Google, une langue qui a sa propre version sur Facebook, Twitter et YouTube. La vitalité de cette langue a une cause : la société civile catalane, qui, depuis trois siècles, n'a pu compter que sur elle-même pour garantir l'avenir du catalan. ▶

TRAVAIL EN ÉQUIPE

Les castells, tours humaines de 10 à 12 mètres de haut, sont un classique de la culture catalane. La *pinya* (photo), la base sur laquelle se construit la tour, est une bonne métaphore de l'effort collectif qui anime aujourd'hui la société catalane.

Les Joves Xiquets de Valls se préparent pour former une tour humaine.

L'AVENIR QUE NOUS VOULONS

Malgré la crise économique et la spoliation, la Catalogne d'aujourd'hui a des raisons d'être optimiste : elle est compétitive, elle exporte, elle est pionnière dans les domaines de la science et de la recherche, et elle s'est consolidée comme destination touristique mondiale. Elle a également conservé son sens traditionnel de la solidarité. Des atouts à renforcer en devenant un État européen. C'est la Catalogne de demain telle que nous l'imaginons.

Le livre que vous a offert un citoyen catalan vous a permis de connaître les faits les plus marquants des derniers siècles de l'Histoire de la Catalogne, l'une des plus anciennes nations en Europe et une de celles qui a le plus revendiqué sa liberté au fil des siècles. Les dernières mobilisations en faveur de ces libertés ont été les plus massives en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Des mobilisations toujours pacifiques, festives et intégratrices, au cours desquelles une large majorité sociale demandait avec assurance et maturité que les Catalans puissent exercer leur droit démocratique à parler de leur propre voix dans le monde, sans interférences ni coercition.

Jusqu'à présent, dans ce livre, nous avons parlé de notre passé, mais nous ne voulons pas finir sans vous dire aussi quelques mots de notre avenir, et surtout de ce que les Catalans peuvent apporter à la communauté internationale. Nous voulons devenir un État indépendant pleinement démocratique et intégré au réseau mondial des États. Nous voulons un État qui fasse partie de toutes les institutions internationales. Un pays qui assume ses responsabilités face aux défis mondiaux qui nous touchent et qui participe activement à la résolution des problèmes. Nous voulons un pays qui, bien que petit, participe activement à tous les forums mondiaux.

Cette volonté se caractérise par une approche particulière, sans doute propre de la Méditerranée. Nous voulons jouer ce match avec entrain et nous voulons gagner en jouant bien, avec

fair-play, dans le respect des valeurs. Nous voulons être pionniers au sud de l'Europe, avec une vision de la politique qui donne tout son sens au mot démocratie et assure le bien-être des citoyens. Nous voulons être pionniers, avec modestie mais aussi avec fierté, d'un équilibre entre la qualité de vie et une compétitivité industrielle de pointe. Nous voulons être un État sérieux et aimable, tout comme notre capitale, Barcelone. Et nous voulons le faire comme nous l'avons toujours fait, avec la culture comme principal moteur de notre avenir. Notre pays est petit, certes, mais fort de sa culture tout au long de l'Histoire. De fait, durant les années les plus difficiles, dans les années sombres de répression contre notre peuple, la culture a été un instrument très efficace pour continuer à revendiquer l'existence de notre peuple.

TERRE DE PASSAGE

Nous sommes, depuis longtemps, une terre de passage, un territoire où ont pris racine des personnes parlant d'autres langues et avec d'autres cultures. Nous sommes aussi un pays où le partenariat est une idée-force, un pays de personnes qui s'entraident et aujourd'hui, nous voulons ouvrir cette façon de faire vers l'extérieur. Nous voulons avoir toute l'autonomie nécessaire pour développer toutes nos capacités. Nous savons qu'aujourd'hui, au XXI^e siècle, l'indépendance absolue est une chimère, qui plus est une chimère qui n'est pas souhaitable. Les Catalans ont toujours travaillé en équipe et nous sommes prêts à collaborer avec tous pour construire un monde meilleur.

Nous ne voulons pas construire un nouvel État avec les vices traditionnels des États du XIX^e et du XX^e siècles, nous ne voulons pas reproduire les modèles dépassés d'État-nation. Nous voulons seulement pouvoir mener notre barque parce que la majorité du peuple nous le demande. Nous commençons ce voyage avec ardeur, les valises pleines de projets enthousiasmants. Nous sommes conscients que nous ne pouvons pas le faire seuls. Et nous sommes également conscients qu'il nous faudra collaborer avec tout le monde, y compris celui qui sera bientôt notre ancien État, l'Espagne. Nos premiers pas devront viser à construire des ponts de dialogue et de bon voisinage. Beaucoup de citoyens d'origine espagnole (beaucoup d'entre eux, d'ailleurs, favorables à l'indépendance) vivent en Catalogne et sont les dépositaires d'un héritage que nous ne voulons pas effacer. La Catalogne ne mérite pas seulement l'indépendance, elle en a urgemment besoin. Il s'agit d'une nécessité vitale, culturelle et économique qui est désormais incontournable.

UN PAYS EN EUROPE

Nous voulons faire partie de l'Union européenne en tant que membre à part entière. Les Catalans se sont toujours sentis européens, et maintenant plus que jamais. Notre engagement envers l'intégration européenne est total et nous sommes prêts à faire tous les transferts de souveraineté nécessaires pour construire une Europe meilleure, plus démocratique, plus coopérative, plus solidaire et plus consciente de son rôle dans le monde. Une Europe, en définitive, au service des peuples et de ses citoyens.

LE PARI DE LA SCIENCE

D'après le rapport Biocat 2011, la Catalogne est leader dans les domaines liés à la biologie et à la médecine. En 2010, elle a été la communauté autonome espagnole qui a créé le plus grand nombre de nouvelles entreprises biomédicales et biotechnologiques. Ses entreprises représentent 29,4 % du chiffre d'affaires total espagnol dans ce secteur.

EXCELLENCE SCIENTIFIQUE

D'après l'octroi de fonds européens par habitant, la Catalogne est le deuxième pays de l'Union européenne en termes d'excellence scientifique, juste derrière les Pays-Bas.

PLUS DE
10 000 000 €
DE DONS AU
TÉLÉTHON CATALAN

DONS SOLIDAIRES

Au début des années 60, les premières greffes d'organes d'Espagne se firent en Catalogne. Aujourd'hui, le taux de donateurs catalan (33,2 pour un million d'habitants) est le double de la moyenne européenne (18,2) et dépasse de loin les États-Unis (26,3). Par ailleurs, le Téléthon que la Catalogne organise depuis 20 ans chaque année à Noël a dépassé l'année dernière le Téléthon de France 2 en dons par habitant, en recueillant plus de 10 millions d'euros, qui seront utilisés cette année pour combattre le cancer.

Sources: ONT, Bioeticanet, sctrsansplant.org et TV3

LES
UNIVERSITÉS
CATALANES RÉALISENT
60 %
DE LA RECHERCHE
ESPAGNOLE



LE SYNCHROTRON ALBA

Situé dans la banlieue de Barcelone, le **Parc scientifique et technologique Alba** est une référence internationale dans le domaine de la recherche et de la technologie. Quelque cent soixante-dix entreprises nationales et étrangères y sont présentes.

La pierre angulaire du Parc est le synchrotron, inauguré en mars 2012. La source de lumière émise par cet accélérateur de particules permet de visualiser la structure atomique de la matière et d'en étudier les propriétés, ce qui en fait un des laboratoires les plus puissants au monde pour la recherche scientifique.





A L'AVANT-GARDE

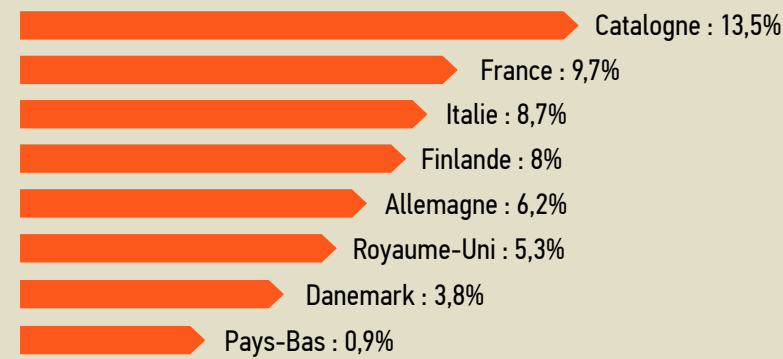
Dans les années 90, la Barcelone familière et industrielle se transforma en métropole cosmopolite où convergeaient toutes les avant-gardes. Le quartier du Raval, où se trouve le Musée d'art contemporain de Barcelone, est un bon exemple de cette mutation.

DYNAMISME ÉCONOMIQUE

La Catalogne reçoit près de deux touristes par habitant : 15 millions et demi en 2012. Ces chiffres feraient de la Catalogne l'État recevant le plus de touristes au monde en proportion du nombre d'habitants, devant la France et les États-Unis.

LEADERS EN EXPORTATIONS

Au cours des 25 dernières années, notamment en raison de la crise et des problèmes sur le marché intérieur, les exportations catalanes ont augmenté en moyenne de 12 % par an. Cette croissance est supérieure à celle des grands pays exportateurs, comme l'Allemagne, l'Italie et la France.



1988/2007
+12%/AN

CHIMIE
23,78%

AGRO-ALIMENTAIRE
10,6%

METALLURGIE
6,53%

ELECTRONIQUE
6,09%

AUTOMOBILE
17,18%

TEXTILE
7,64%

MACHINES
6,24%

Source: EOI

SALONS ET CONGRÈS

En 2013 a eu lieu la huitième édition à Barcelone du Mobile World Congress, le plus grand congrès au monde sur la téléphonie mobile, qui continuera de se tenir dans la capitale catalane au moins jusqu'en 2018. C'est l'une des nombreuses conférences qui ont lieu dans le parc des congrès de Barcelone, outre le Salon de l'automobile, Construmat et Smart City. Le parc accueille 70 salons (semestriels, annuels, biennuels, triennaux et quadriennaux) rassemblant 30 000 entreprises (directement ou indirectement) et reçoit chaque année 2,5 millions de visiteurs.

LE PARC DES CONGRÈS DE BARCELONE COMPTE
70 SALONS
DONT 15 DE RENOMMÉE INTERNATIONALE

MOBILE
WORLD CAPITAL
BARCELONA



54
RESTAURANTS
CATALANS ONT UNE
ÉTOILE
MICHELIN

DE FERRAN ADRIÀ AUX FRÈRES ROCA

En 2013, la Catalogne comptait cinquante-quatre restaurants avec au moins une étoile au guide Michelin. Parmi ceux-ci, deux restaurants ont obtenu trois étoiles, la distinction suprême : le restaurant Sant Pau dirigé par Carme Ruscalleda et le Celler de Can Roca, dirigé par les frères Roca de Gérone. Le Celler de Can Roca est également considéré comme le meilleur restaurant au monde par le célèbre magazine britannique Restaurant, succédant ainsi à Ferran Adrià, dont le restaurant El Bulli avait reçu cette distinction pendant cinq ans. Tous ont contribué à faire de la cuisine catalane une des plus créatives et avant-gardistes du monde.

Nous ne voudrions cependant pas renoncer à nos principes. Nous ne voudrions pas renoncer à notre langue, qui est la plus haute expression de notre culture. Nous ne voudrions sacrifier aucun des attributs qui nous ont caractérisés au fil des siècles : effort, innovation, créativité, solidarité interne et externe, culture, paix, et surtout une ferme volonté d'être, de continuer à exister en tant que peuple.

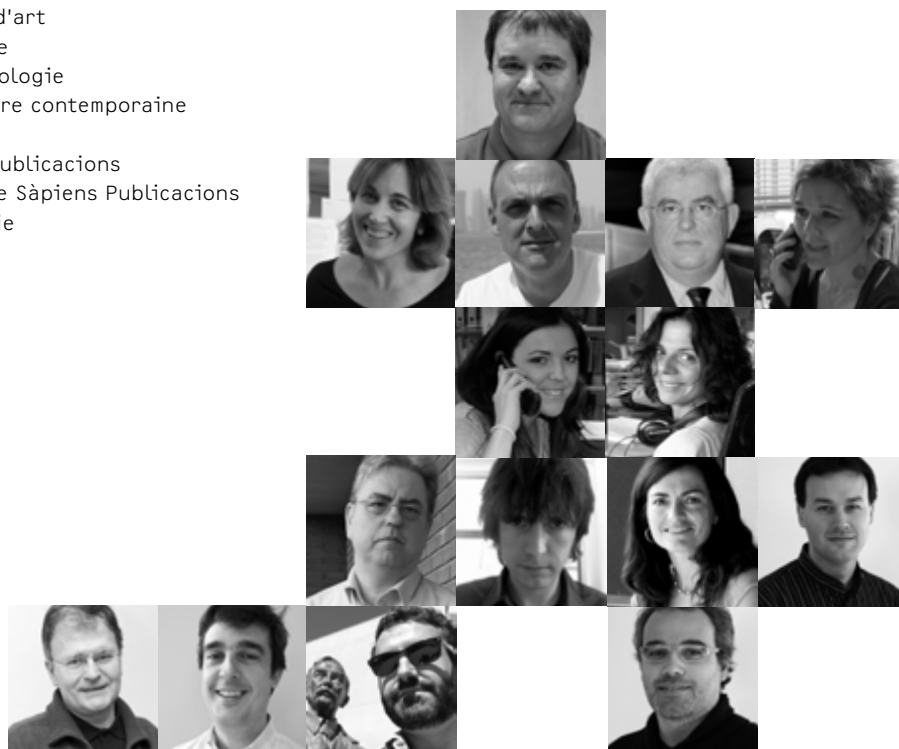
LE PAS LE PLUS CAPITAL

Nous invitons le monde à connaître la Catalogne et à nous aider dans ce processus. Ce dernier pas, si important pour les Catalans, est l'aboutissement d'une œuvre inachevée, une œuvre qui, par les aléas du destin, fut brutalement interrompue en 1714 avec la chute de Barcelone, juste au moment où se formaient les États-nations modernes.

Au cours des 300 dernières années, les Catalans, envers et contre tout, ont démontré au monde entier leur volonté d'être. Nous avons souffert des guerres et des dictatures, nous avons subi des persécutions contre notre culture. Nous avons même eu le triste honneur d'avoir le seul président européen élu démocratiquement assassiné par le fascisme. Mais nous n'avons jamais perdu la volonté d'être. C'est pourquoi nous nous réjouissons de ce pas important que nous nous apprêtons à faire. Et nous le ferons avec une attitude d'ouverture et de dialogue avec tous les peuples et les cultures du monde. Merci ▶

L'équipe de "Ce que Le monde doit savoir!"

Jordi Creus, directeur général de Sàpiens Publicacions
Clàudia Pujol, directrice de Sàpiens
Víctor Gavín, professeur d'Histoire contemporaine à l'Université de Barcelone
Agustí Alcoberro, directeur du Musée d'Histoire de Catalogne
Marta Serra, responsable de production et distribution de Sàpiens Publicacions
Sònia Casas, rédactrice en chef de Sàpiens
Caterina Úbeda, chef des supports numériques de Sàpiens Publicacions
Àngel Casals, docteur en Histoire Moderne de La Université de Barcelone
Albert Bernat, conception graphique et direction d'art
Anna Molas, Xplica't - Communication et technologie
Raül Presseguer, Xplica't - Communication et technologie
Josep M. Solé Sabaté, professeur titulaire d'Histoire contemporaine à l'Université autonome de Barcelone
Antonio Medina, directeur commercial de Sàpiens Publicacions
Gerard Birbe, responsable des nouveaux projets de Sàpiens Publicacions
Miquel Puig, Xplica't - Communication et technologie



Collaborateurs

Auteurs des reportages : Jordi Creus i Clàudia Pujol (Une nation appelée Catalogne), Agustí Alcoberro (Une vraie guerre mondiale), Maria Coll (La decision catalane), Arnau Cònsul (Le monde entier en Catalogne), Agnès Rotger (« Vivre libres ou mourir! »), Carles Padró (La fin de l'État catalan), Antoni Sella (La lutte pour l'autonomie), Jordi Mata (300 ans de spoliation), Gemma Aguilera (Tous les chemins mènent à Madrid), Jordi Finestres (Dans la ligne de mire depuis 300 ans), Sònia Casas (Croisades contre la langue et entretients), Albert Arnaus (Données statistiques de « L'avenir que nous voulons »)

Conseillers : Agustí Alcoberro, Àngel Casals, Jordi Creus, Víctor Gavín, Josep M. Figueres, Pere Macias, Josep M. Solé Sabaté

Traducteurs : Josep M. Garcia (espagnol), Alan Moore (anglais), Patrick Roca Batista (français), Krystyna Schreiber (allemand)

Correcteurs : Liz Castro (anglais), Txell Coll (catalan), Jenny Menzel (allemand), Natalie Vivo (français)

Cartographie : Andreu Grau (p. 22, 24 i 25)

Photographie : Age Fotostock (p. 8, 9, 14, 15, 16, 17, 42, 65, 72, 73, 101, 102, 106, 108, 107, 127), Fundació Pau Casals (10, 11), Getty Images (12, 44, 98, 99), Aisa (18, 19, 26, 27, 34, 35, 36, 37, 40, 41, 44, 89, 126), Índex (28), The Art Archive (46, 47), AHCB (32, 33, 50, 51, 54, 55, 56, 57), Fototeca (51, 90, 91), MHCB (52, 53, 86, 87), Pep Parer (53), Cèlia Atset (58, 59), Assemblea Nacional Catalana (59), Enrique Marco (61), Gemma Cascón (68, 69), EFE (70, 71, 104, 109), ANC-Fons Brandolí (76, 77), P. Madueño (78), Parlament de Catalunya (80, 81), AMDSM (84, 85), Gtres (88), Centre Excursionista de Catalunya (102, 103), Siqui Sánchez (105, 141), FCB (116, 117), Armengol (119), Maria Rosa Vila (31, 39, 67, 83, 97, 117, 137), La Vanguardia (122, 123), Aitor Sánchez (130, 131), Noemí Elias (132), Dani Codina (123, 138, 139), Rafael Vargas/MACBA (142, 143), Maribel Ruiz de Erenchun (144), Antonio Navarro Wijkmark (145).

Base de données : David Alvarado, Montse Angulo, Elvira Ballesta, Ferran Caldés, Jaume Cassanyer, M. Àngels Cortina, Elena Cuesta, Jacques Dehalu, Carme Escales, Víctor Farradellas, Jordi Font, Josep Font, Carla Galisteo, Christophe Lacrois, Andikona Loizate, Òscar Marín, Pepa Maymó, Carme Melià, Joan Morales, Miquel Nieto, Àlex Novials, Isabel-Cuca Petit, Susana Porrás, Laura Reinón, Ester Rius, Isabel Rodà, Guillem Rodríguez, Berta Ruiz, Esther Sánchez Auladell, Josep Sucarrats, Joana Verdera, Esther Vergés

Web : Esteve Travasset, BabSoftware

Remerciements : Albert Castellón, Arnau Grinyó, Eduard Voltas, Oriol Soler, Franc Lluís, PIMEC, Conseil des assemblées extérieures de l'Assemblée nationale catalane (ANC) et Les Communautés de Catalans de l'extérieur (Casals Catalans)

